Coûts économiques et impacts du décrochage scolaire sur le développement économique dans la MRC de Beauharnois-Salaberry

Frédéric Laurin, Ph.D. en économie
Professeur en économie, École de gestion
Chercheur à l'Institut de recherche sur les PME





Septembre 2025



Table des matières

Liste des figures 3
Liste des tableaux 4
Résumé 6
Introduction 14
Chapitre 1. Portrait du décrochage scolaire dans la MRC de Beauharnois-Salaberry 16
Chapitre 2. Recension des impacts socio-économiques du décrochage scolaire 24
2.1 Conditions économiques 24
Revenus plus faibles 25
Emploi, chômage et taux d'activité 26
Pauvreté et dépendance économique 28
Taux d'épargne et gestion du budget familial 28
2.2 Impacts sociaux 28
Satisfaction au travail 29
Problèmes de santé 29
Santé mentale 29
Comportements antisociaux 30
Problèmes de consommation et de dépendance 30
Grossesses précoces ou non désirées 31
Perturbations émotionnelles et cercle vicieux du décrochage 31
2.3 Vitalité des communautés 32
Exclusion sociale 32
Cohésion sociale et santé démocratique 32
Coût d'opportunité des loisirs 33
Chapitre 3. Une estimation économique du coût du décrochage scolaire à Beauharnois-Salaberry 35
3.1 Méthode A — Fortin (2016) 37
3.2 Méthode B 39
3.3 Perte économique totale régionale 40
3.4 Impact économique total 42
3.4 Impact économique par MRC 45
Chapitre 4. Impacts sur le développement économique régional 48
4.1 Innovation et créativité 48

4.2 Productivité 51
4.3 Entrepreneuriat 53
4.4 Attractivité régionale 54
4.5 Mobilisation régionale 54
4.6 Effet autocumulatif du décrochage 54
Chapitre 5. Portrait socio-économique de Beauharnois-Salaberry 57
5.1 Richesse et pauvreté 58
5.2 Marché du travail 60
5.3 Croissance économique 61
5.4 Structure industrielle 62
5.5 Conclusion du portrait socio-économique 64
Conclusion 69
Bibliographie 72
Annexe 75

Liste des figures

Figure 1. Taux annuel de sorties sans diplôme ni qualification (décrochage annuel) au secondaire, selon le lieu de résidence de l'élève, (2022-2023) 16
Figure 2. Évolution du taux annuel de sorties sans diplôme ni qualification (décrochage annuel) au secondaire, selon le lieu de fréquentation de l'élève (1999-2000 à 2022-2023) 18
Figure 3. Répartition de la population de 25 à 64 ans selon le plus haut niveau de scolarité atteint, par région administrative et MRC de Beauharnois-Salaberry (2024) 18
Figure 4. Évolution de la répartition de la population de 25 à 64 ans sans diplôme (2000-2024) 21
Figure 5. Niveaux de compétence en littératie selon le plus haut niveau de scolarité atteint, population de 16 à 65 ans, Québec, 2012 22
Figure 6. Indice de littératie par région administrative et par MRC en Montérégie, 2021 22
Figure 7. Revenu d'emploi moyen selon le diplôme au Québec (2020) 25
Figure 8. Caractéristiques de la population active de 25 ans et plus selon le diplôme scolaire au Québec (juillet 2025) 27
Figure 9. Le cercle vicieux du décrochage scolaire 31
Figure 10. Ratio du revenu d'emploi moyen de la population avec diplôme par rapport au celui de la population sans aucun certificat, diplôme ou grade, par tranche d'âge, au Québec, données de 2020 actualisées en valeur de 20 24[1] 37
Figure 11. Relations entre le décrochage et la productivité 53

Figure 12. Effet cumulatif du décrochage au niveau régional 55
Figure 13. Indice de spécialisation à Beauharnois-Salaberry, par secteur d'activité, 2023 63

Liste des tableaux

Tableau R1. Résumé de l'ensemble des conséquences économiques et sociales du décrochage scolaire aux niveaux individuel et régional 7
Tableau R2. Estimation du coût total du décrochage scolaire pour Beauharnois-Salaberry, par année, selon la méthode A ou B 10
Tableau R3. Résumé de l'analyse socio-économique 13
Tableau 1. Taux annuel de sorties sans diplôme ni qualification (décrochage annuel) au secondaire, selon le lieu de résidence de l'élève, MRC de la Montérégie (2022-2023) 17
Tableau 2. Répartition de la population de 25 à 64 ans selon le plus haut niveau de scolarité atteint, pour certaines MRC (2024), estimation 2024 19
Tableau 3. Répartition de la population de 25 à 64 ans selon le plus haut niveau de scolarité atteint, pour certaines MRC (2024), données de 2020 20
Tableau 4. Éléments d'une analyse coût-bénéfice du décrochage scolaire 24
Tableau 5. Données de Ménard (2009) — Participation citoyenne selon le niveau d'éducation au Québec 33
Tableau 6. Revenu d'emploi moyen, par tranche d'âge et selon le plus haut certificat, diplôme ou grade à Beauharnois-Salaberry, population de 15 ans et plus, données de 2020 actualisées en valeur de 20 24[1] 36
Tableau 7. Répartition de la population de 15 à 64 ans, par tranche d'âge et selon le plus haut certificat, diplôme ou grade obtenu à Beauharnois-Salaberry, 2020 36
Tableau 8. Calcul de l'écart de revenu d'emploi moyen à Beauharnois-Salaberry, 2024 38
Tableau 9. Répartition de la population n'ayant aucun certificat, diplôme ou grade, par tranche d'âge 41
Tableau 10. Estimation du coût économique annuel du décrochage scolaire, par décrocheur, selon l'étude d'Hankivsky (2008) 43
Tableau 11. Estimation du coût total du décrochage scolaire à Beauharnois-Salaberry, par année 44
Tableau 12. Estimation du coût annuel du décrochage scolaire par décrocheur, par territoire 45
Tableau 13. Estimation du coût total annuel du décrochage scolaire, par habitant de 15 ans et plus, par territoire, 2024 46
Tableau 14. Impact attendu du décrochage scolaire sur la situation économique d'une région, par statistique 57
Tableau 15. Indice de vitalité économique, par MRC, 2022 58
Tableau 16. Revenu d'emploi médian des 25-64 ans, par MRC, 2023 59
Tableau 17. Revenu disponible par habitant, par MRC, 2022 59
Tableau 18. Taux de faible revenu, part des familles ayant un faible revenu, par MRC, 2022 60

Tableau 19. Taux de chômage et taux d'activité par MRC, Beauharnois-Salaberry, 2021 60
Tableau 20. Croissance du revenu d'emploi médian des 25-64 ans entre 2013-2023 (10 ans), par MRC..... 61
Tableau 21. Croissance du revenu disponible par habitant entre 2012-2022 (10 ans), par MRC..... 62
Tableau 22. Résumé de l'analyse socio-économique 66
Tableau 23. Confirmation de l'impact attendu du décrochage scolaire sur la situation économique d'une région, par statistique 67
Tableau 24. Résumé des variables en matière d'éducation 67
Tableau 25. Résumé de l'ensemble des conséquences économiques et sociales du décrochage scolaire aux niveaux individuel et régional..... 70
Tableau A1. Revenu d'emploi moyen, par tranche d'âge et selon le plus haut certificat, diplôme ou grade au Québec, données de 2020 actualisées en valeur de 20 24[1] 75
Tableau A2. Répartition de la population de 15 ans et plus, par tranche d'âge et selon le plus haut certificat, diplôme ou grade obtenu au Québec, 2021..... 75
Source : Statistique Canada. Tableau 98-10-0400-01 *Situation d'activité, selon le plus haut niveau de scolarité* : Canada, provinces et territoires, divisions de recensement et subdivisions de recensement 76
Tableau A3. Calcul de l'écart de revenu d'emploi moyen au Québec, 2024 76

Résumé

Dans ce rapport, nous montrons que le décrochage scolaire engendre des conséquences économiques et sociales significatives pour la MRC de Beauharnois-Salaberry.

Pour ce faire, nous proposons une démarche en quatre étapes :

1. Répertorier, par une revue de la littérature, l'ensemble des **impacts socio-économiques** du décrochage scolaire, tant sur le plan individuel (pour les décrocheurs) que sur le plan régional (coûts économiques et sociaux) ;

2. Calculer une **estimation économique** des coûts du décrochage dans la MRC de Beauharnois-Salaberry, incluant une comparaison avec l'ensemble du Québec ;

3. Présenter un argumentaire économique démontrant les impacts du décrochage scolaire sur le **développement socio-économique** d'une MRC telle que Beauharnois-Salaberry ;

4. Présenter un **portrait socio-économique** de la MRC de Beauharnois-Salaberry afin d'illustrer cet argumentaire économique établissant une relation entre le décrochage scolaire et le développement régional.

Portrait du décrochage scolaire

Beauharnois-Salaberry fait face à des enjeux importants par rapport au niveau d'éducation de sa population.

- **Taux de décrochage scolaire** : Beauharnois-Salaberry affiche un taux de décrochage annuel de 21,4 %, un niveau supérieur à celui de l'ensemble du Québec (15,1 %), soit le 86^{e} rang parmi les 103 MRC du Québec et le 11^{e} rang parmi les 13 MRC de la Montérégie.

- **Niveau d'éducation** : 13 % de la population de 25 à 64 ans à Beauharnois-Salaberry ne dispose d'aucun diplôme, un niveau supérieur à l'ensemble du Québec (9,6 %). Inversement, seulement 35 % de sa population détient un certificat ou diplôme d'un collège, d'un cégep ou d'une université, un niveau nettement plus faible que dans l'ensemble du Québec (59,1 %) et de la Montérégie (55,6 %).

- **Indice de littératie** : Beauharnois-Salaberry est en 10^{e} position parmi les MRC de la Montérégie avec un taux de 58,3 %, soit la proportion de la population âgée de 15 ans et plus n'atteignant pas le niveau 3 du Programme pour l'évaluation

internationale des compétences des adultes (PEICA), un niveau supérieur à l'ensemble du Québec (47,7 %) et de la Montérégie (52,2 %).

Impacts socio-économiques du décrochage scolaire

La littérature scientifique identifie une série complète de conséquences socio-économiques du décrochage scolaire. Ces impacts — résumés dans le tableau R1 ci-dessous — sont multiples :

- Pour les **décrocheurs** : sur le revenu, la pauvreté, la qualité de vie, la santé, le bien-être, etc. ;
- Pour les **employeurs** : sur l'innovation et la créativité, la productivité, le taux de roulement, la croissance, le potentiel de croissance, etc. ;
- Pour la **région** : coûts économiques et sociaux, limitation du potentiel de développement de la région, perte de PIB, etc.

Tableau R1. Résumé de l'ensemble des conséquences économiques et sociales du décrochage scolaire aux niveaux individuel et régional

	Impacts individuels chez les décrocheurs (hausse du risque individuel)	**Impacts socio-économiques régionaux**
Revenus et richesses	• Revenus plus faibles • Chômage et absence d'emploi (inactivité) • Actifs financiers réduits • Faible taux d'épargne • Pauvreté, précarité financière et dépendance économique • Faible possibilité d'avancement professionnel	**Gouvernement** ➔ Dépenses sociales ➔ Perte de recettes de taxes et d'impôt ➔ Coût d'assurance-emploi **Région** ➔ Perte de PIB ➔ Pauvreté territoriale ➔ Affaiblissement cohésion sociale ➔ Problèmes sociaux (santé physique et mentale, dépendance et surconsommation, criminalité, vandalisme, etc.) ➔ Perte d'attractivité régionale

Productivité au travail	• Faible productivité au travail • Déficit de connaissances générales et spécifiques, de formation, de compétences et de qualifications • Moindres prédispositions cognitives en matière de créativité, d'ouverture, de mode de pensée hors des sentiers battus et de résolution de problèmes • Moindre capacité d'adaptation et de flexibilité cognitive face à l'innovation et aux nouvelles technologies	**Employeurs et région** ➔ Faible capital humain ➔ Perte de productivité ➔ Limitation du potentiel créatif ➔ Moindre capacité d'innovation ➔ Moindre capacité de transformation et d'adaptation technologique **Employeurs** ➔ Faible rendement des investissements en formation continue **Région** ➔ Croissance économique handicapée ➔ Moindre entrepreneuriat régional ➔ Affaiblissement de la structure industrielle ➔ Perte d'attractivité régionale
Employabilité	• Faible employabilité • Inactivité/Exclusion du marché du travail • Faible satisfaction au travail	**Employeurs** ➔ Sous-utilisation des capacités productives ➔ Pénuries de main-d'œuvre ➔ Fort taux de roulement dans les organisations ➔ Perte de productivité **Région** ➔ Inefficience du marché du travail ➔ Chômage et faible taux d'activité **Gouvernement et employeurs** ➔ Coûts de réinsertion au marché du travail
Impacts sociaux	• Problèmes de santé physique et mentale • Comportements antisociaux (délinquance, vandalisme, crime et incarcération) • Problèmes de consommation et de dépendance • Grossesses précoces ou non désirées	**Gouvernement** ➔ Coûts supplémentaires système de santé ➔ Dépenses sociales ➔ Dépenses policières et carcérales ➔ Coûts vandalisme **Région** ➔ Affaiblissement cohésion sociale ➔ Problèmes sociaux (santé physique et mentale, dépendance et surconsommation, criminalité, vandalisme, etc.) ➔ Perte de bien-être et de qualité de vie pour la communauté ➔ Perte d'attractivité régionale ➔ Coûts de nettoyage et de réparation (vandalisme) ➔ Hausses primes et coûts d'assurance
Société	• Exclusion sociale • Moindre participation communautaire, civique et politique • Manque d'estime de soi et de statut social	**Gouvernement** ➔ Dépenses sociales **Région** ➔ Moindre vitalité des communautés ➔ Affaiblissement cohésion sociale ➔ Affaiblissement santé démocratique

Tous ces impacts risquent de créer un **cercle vicieux du décrochage** dans la région : une forte proportion de décrocheurs dans la population d'une région engendre plus de risques socio-économiques (pauvreté, chômage, exclusion, criminalité, incarcération, grossesses précoces, etc.), qui sont eux-mêmes des facteurs de risque pouvant expliquer qu'un jeune décroche. Il y a donc un **effet cumulatif et persistant** du décrochage dans le temps dans une région, avec un risque de legs intergénérationnel du décrochage.

Une estimation économique du coût du décrochage scolaire pour Beauharnois-Salaberry

Nous proposons une démarche permettant de faire une estimation économique des coûts du décrochage pour Beauharnois-Salaberry. Le tout est résumé dans le tableau R2 ci-dessous.

Revenus d'emploi perdus. Notre calcul se base d'abord sur les écarts de revenus entre les décrocheurs et les diplômés. Selon les données de Statistique Canada[1], le revenu d'emploi annuel moyen des individus sans aucun certificat, diplôme ou grade en 2020 est substantiellement plus faible relativement aux diplômés, tant à Beauharnois-Salaberry que dans l'ensemble du Québec. On peut estimer cet écart selon deux méthodes :

> **Méthode A**. Suivant l'étude de Fortin (2016), on peut comparer les individus sans diplôme avec ceux qui ont obtenu au moins un diplôme d'études secondaires (DES) ou un diplôme d'études professionnelles (DEP). Dans ce cas, l'écart de revenu à Beauharnois-Salaberry est de 12 423 $ par année et par décrocheur. Sur l'ensemble d'une carrière de 44 ans, cette perte de revenus s'élève à terme à 692 428 $ par décrocheur (perte d'actif financier).
>
> **Méthode B.** On peut aussi comparer l'écart entre les décrocheurs et l'ensemble des diplômés. Pour ce faire, on pondère le revenu moyen de chaque niveau de diplôme (DES/DEP, cégep et université) par la part de la population ayant obtenu ce diplôme dans le total des diplômés à Beauharnois-Salaberry. On obtient alors un écart moyen pondéré de 17 771 $ par année par décrocheur à Beauharnois-Salaberry, soit une perte de 1 013 382 $ par décrocheur sur l'ensemble de la carrière (perte d'actif financier).

Les deux méthodes sont calculées par tranche d'âge afin de tenir compte de l'évolution des revenus selon l'âge et l'expérience. Les données de 2020 sur les revenus ont été actualisées en valeur de 2024.

[1] Statistique Canada. *Tableau 37-10-0152-01. Revenu d'emploi moyen, selon le groupe d'âge et le plus haut certificat, diplôme ou grade*.

En utilisant les données sur le nombre d'individus sans aucun certificat, diplôme ou grade dans Beauharnois-Salaberry, par tranche d'âge, on peut ainsi estimer que la perte totale de revenus pour Beauharnois-Salaberry varie de 70,3 M$ (méthode A) à 101,8 M$ (méthode B) annuellement. On peut interpréter ce montant comme étant une perte de PIB, c'est-à-dire de potentiel économique pour la région.

Pour l'estimation des autres coûts du décrochage, nous nous basons sur l'étude d'Hankivsky (2008) qui a été réalisée dans le contexte canadien et dont les données ont été actualisées en valeur de 2024.

Tableau R2. Estimation du coût total du décrochage scolaire pour Beauharnois-Salaberry, par année, selon la méthode A ou B

	Par décrocheur	Total régional (M$)
Perte de potentiel économique		
Revenus d'emploi perdus pour les décrocheurs (calculs des auteurs) — Équivalant à une perte de PIB potentiel	12 423 $ à 17 771 $	70,3 $ à 101,8 $
Coûts liés aux revenus et au travail		
Recettes d'impôts perdues (calculs des auteurs)	2 037 $ à 2 915 $	11,5 $ à 16,7 $
Primes d'assurance-emploi perdues (Hankivsky, 2008)	103 $	0,7 $
Coût d'assurance-emploi (Hankivsky, 2008)	4 180 $	27 $
Autres coûts (Hankivsky, 2008)		
Coût de santé	12 234 $	79,0 $
Aide sociale	6 390 $	41,3 $
Criminalité	338 $	2,2 $
Total pour le gouvernement	**25 283 $ à 26 160 $**	**161,7 $ à 166,9 $**
Impact économique total	**35 669 $ à 41 017 $**	**220,5 $ à 252,0 $**

Recettes d'impôts perdues. Avec un taux d'imposition moyen de 16,4 %, cette perte de revenus donne pour le gouvernement une perte de recettes d'impôts variant de 2 037 $ (méthode A) à 2 915 $ (méthode B) par année et par décrocheur, soit un total variant de 11,5 M$ (méthode A) à 16,7 M$ (méthode B) pour Beauharnois-Salaberry annuellement.

Primes d'assurance-emploi. Cet écart de revenus donne aussi lieu à une perte de recettes pour le gouvernement provenant des primes d'assurance-emploi qui auraient pu être collectées sur ces revenus. Hankivsky (2008) estime cette perte à 103 $ (en valeur actualisée de 2024) par année et par décrocheur, soit un total de 663 679 $ pour Beauharnois-Salaberry annuellement.

Coût d'assurance-emploi. Il y a aussi un coût supplémentaire en versements d'assurance-emploi en raison du plus fort taux de chômage au sein des décrocheurs. Hankivsky (2008) calcule ce coût à 4 180 $ (en valeur actualisée de 2024) par année et par décrocheur, soit un total de 27 M$ pour Beauharnois-Salaberry annuellement.

Coût de santé. Cette estimation fait référence au plus grand risque de développer des problèmes de santé au sein des décrocheurs. Hankivsky (2008) estime le coût en dépenses de santé à 12 234 $ (en valeur actualisée de 2024) par année et par décrocheur. Cela totalise un coût de 79 M$ pour Beauharnois-Salaberry annuellement.

Aide sociale et criminalité. Hankivsky (2008) donne aussi une approximation des coûts d'aide sociale et des coûts liés à la criminalité, soit respectivement 6 390 $ et 338 $ (en valeur actualisée de 2024) par année et par décrocheur. Ces conséquences représentent un coût total respectivement de 41,3 M$ et de 2,2 M$ pour Beauharnois-Salaberry annuellement.

Coût total pour le gouvernement. En additionnant les différentes pertes et dépenses supplémentaires pour le gouvernement, le coût total du décrochage pour le budget de l'État à Beauharnois-Salaberry s'élève à 161,7 M$ par année selon la méthode A et 166,9 M$ selon la méthode B. Cela correspond à un montant par habitant de 15 ans et plus variant entre 2 604 $ (méthode A) ou à 2 687 $ (méthode B) à Beauharnois-Salaberry.

Impact économique total. En additionnant l'impact de PIB (écart de revenus) et le coût pour le gouvernement, l'impact économique total pour Beauharnois-Salaberry se chiffre à 220,5 M$ par année pour la méthode A et à 252 M$ pour la méthode B.

Afin de présenter un ordre de grandeur, cet impact économique total pour Beauharnois-Salaberry représente un montant de 3 550 $ (méthode A) ou de 4 057 $ (méthode B) par habitant de 15 ans et plus et par année.

Impacts sur le développement économique régional

Au-delà de cette estimation purement comptable, nous démontrons aussi que la présence d'une forte proportion d'individus sans diplôme dans une région peut significativement handicaper son potentiel économique et productif. Nous présentons un argumentaire économique expliquant comment le décrochage scolaire peut avoir un effet négatif sur plusieurs leviers du développement régional, tels que l'innovation et la créativité, la productivité des entreprises, l'entrepreneuriat, l'attractivité régionale et la mobilisation régionale.

Ces conséquences économiques sont plus difficiles à mesurer et à percevoir à court terme, et donc à comptabiliser monétairement. Mais, à plus long terme, les effets du décrochage scolaire percolent à travers l'ensemble du système productif d'une région, affaiblissant graduellement la capacité de croissance des entreprises et son développement. De ce point de vue, la lutte contre le décrochage scolaire devient un véritable axe de développement socio-économique régional.

Portrait socio-économique de Beauharnois-Salaberry

Afin d'illustrer cet argumentaire économique établissant un lien entre le décrochage scolaire et le développement régional, nous présentons un portrait socio-économique de Beauharnois-Salaberry (résumé dans le tableau R3, page suivante). En moyenne, Beauharnois-Salaberry se classe autour du 11e rang sur 13 MRC de la Montérégie, et au 56e rang parmi les 103 MRC du Québec. C'est donc dire que la MRC fait face à plusieurs faiblesses économiques. Or, Beauharnois-Salaberry se classe aussi autour du 10e rang en moyenne en Montérégie pour le niveau d'éducation de sa population. Par conséquent, le rang de Beauharnois-Salaberry en matière d'éducation est relativement représentatif de son rang pour l'ensemble de sa situation socio-économique. C'est aussi le cas pour la majorité des MRC de la Montérégie. Il y a donc une corrélation entre éducation et performance économique.

Tableau R3. Résumé de l'analyse socio-économique

	Indice de vitalité économique, 2022		Revenu d'emploi médian des 25-64 ans, 2023		Revenu disponible par habitant, 2022		Taux de faible revenu, 2022		Taux de chômage, 2021		Taux d'activité, 2021		Croissance revenu d'emploi médian, 2013-2023		Croissance revenu disponible par hab., 2012-2022		Rang moyen socio-économique	
MRC	**Valeur**	**Rang**	**Valeur**	**Rang**	**Valeur**	**Rang**	**Valeur**	**Rang**	**Valeur**	**Rang**	**Valeur**	**Rang**	**Valeur**	**Rang**	**Valeur**	**Rang**	**Valeur**	**Rang**
Acton	-2,5	12	47 500 $	12	32 956 $	12	7,3%	9	5,5	5	63,7	10	51,7%	3	46,7%	1	8,0	8
Beauharnois-Salaberry	**2,69**	**9**	**53 500 $**	**10**	**34 072 $**	**11**	**7,5 %**	**10**	**6,1**	**8**	**61**	**11**	**48,0 %**	**6**	**43,1 %**	**9**	**9,3**	**11**
La Vallée-du-Richelieu	12,21	2	70 100 $	1	42 381 $	1	3,8 %	2	4,9	3	70,6	2	47,3 %	8	45,0 %	6	3,1	1
Le Haut-Richelieu	2,72	8	57 200 $	7	36 422 $	6	6,3 %	5	5,7	7	64,7	8	48,6 %	5	45,3 %	4	6,3	7
Le Haut-Saint-Laurent	-2,1	11	46 400 $	13	32 464 $	13	16,0 %	13	7,2	12	59,1	12	55,2 %	1	45,7 %	3	9,8	12
Les Jardins-de-Napierville	9,67	5	54 200 $	8	35 767 $	9	6,3 %	6	5,1	4	68,8	5	51,7 %	2	45,0 %	5	5,5	4
Les Maskoutains	1,83	10	52 900 $	11	36 037 $	7	6,7 %	7	5,6	6	65,3	7	45,6 %	9	43,4 %	8	8,1	9
Longueuil	4,82	7	59 900 $	5	39 949 $	2	8,4 %	12	7,7	13	64,2	9	43,8 %	12	44,3 %	7	8,4	10
Marguerite-D'Youville	9,87	4	68 700 $	2	39 436 $	3	3,3 %	1	4,8	2	71,1	1	44,3 %	11	41,9 %	13	4,6	2
Pierre-De Saurel	-3,79	13	54 000 $	9	34 557 $	10	7,6 %	11	7,1	11	55,3	13	47,4 %	7	42,2 %	11	10,6	13
Roussillon	11,42	3	64 200 $	3	36 850 $	5	7,0 %	8	6,2	9	68,3	6	44,4 %	10	45,9 %	2	5,8	5
Rouville	5,52	6	57 500 $	6	36 006 $	8	5,2 %	3	4,4	1	69,7	3	50,2 %	4	42,0 %	12	5,4	3
Vaudreuil-Soulanges	12,23	1	63 000 $	4	38 840 $	4	5,7 %	4	6,3	10	69,2	4	43,1 %	13	42,3 %	10	6,3	6

Introduction

Ce rapport de recherche s'intéresse aux conséquences économiques du décrochage scolaire à Beauharnois-Salaberry, et plus particulièrement aux mécanismes par lesquels le décrochage scolaire peut avoir un impact sur le développement économique régional.

Beauharnois-Salaberry fait face à des enjeux importants par rapport au niveau d'éducation de sa population, avec un taux de décrochage annuel de 21,4 % (contre 15,1 % au Québec), une proportion de 13 % de sa population de 25 à 64 ans ne disposant d'aucun diplôme (contre 9,6 % au Québec), et seulement 35 % de sa population détenant un certificat ou diplôme d'un collège, d'un cégep ou d'une université (contre 59,1 % au Québec).

Il existe une vaste littérature scientifique confirmant l'ampleur des coûts économiques du décrochage scolaire, tant pour les individus décrocheurs que pour la société. Cette littérature sera brièvement recensée dans ce rapport. Les estimations des coûts économiques varient d'une étude à l'autre, mais dans tous les cas, ils sont substantiels. Traditionnellement, cet impact est mesuré sous l'angle d'une analyse coût-bénéfice, visant à vérifier la rentabilité socio-économique d'une politique publique en matière de lutte au décrochage scolaire. Suivant cette approche, nous proposons une démarche permettant d'estimer le coût économique du décrochage scolaire à Beauharnois-Salaberry uniquement dans le but de donner un ordre de grandeur très approximatif.

Bien que cette approche soit intéressante pour justifier la mise en œuvre de politiques publiques visant à soutenir la persévérance scolaire, l'analyse coût-bénéfice est limitative dans le sens où elle ne considère que des éléments qui sont mesurables ou estimables en valeur monétaire. Ce faisant, elle omet de prendre en considération de multiples conséquences, qui sont peut-être imperceptibles à court terme, mais qui se diffusent à petite dose à travers le tissu économique et social de la région à moyen et long terme. Nous montrerons comment le cumul sociétal de ces « petites doses » peut, à terme, se révéler d'une grande ampleur.

Ainsi, en parallèle à l'estimation d'un coût socio-économique régional, nous proposons une analyse plus globale et systémique des impacts du décrochage scolaire, soit par une approche de développement économique régional allant bien au-delà des retombées purement monétaires. Nous nous intéressons aux leviers pouvant créer de la valeur ajoutée pour une région, soit plus particulièrement l'innovation et la créativité, la productivité, l'entrepreneuriat, l'attractivité régionale et la mobilisation régionale. Cependant, la littérature scientifique suivant cette voie pour démontrer les impacts du décrochage est presque inexistante. Par conséquent, notre stratégie est de présenter brièvement le rôle de chacun de ces leviers dans le développement d'une région afin de discuter des impacts possibles du décrochage scolaire sur eux et, par ce biais, sur la trajectoire socio-économique de cette région.

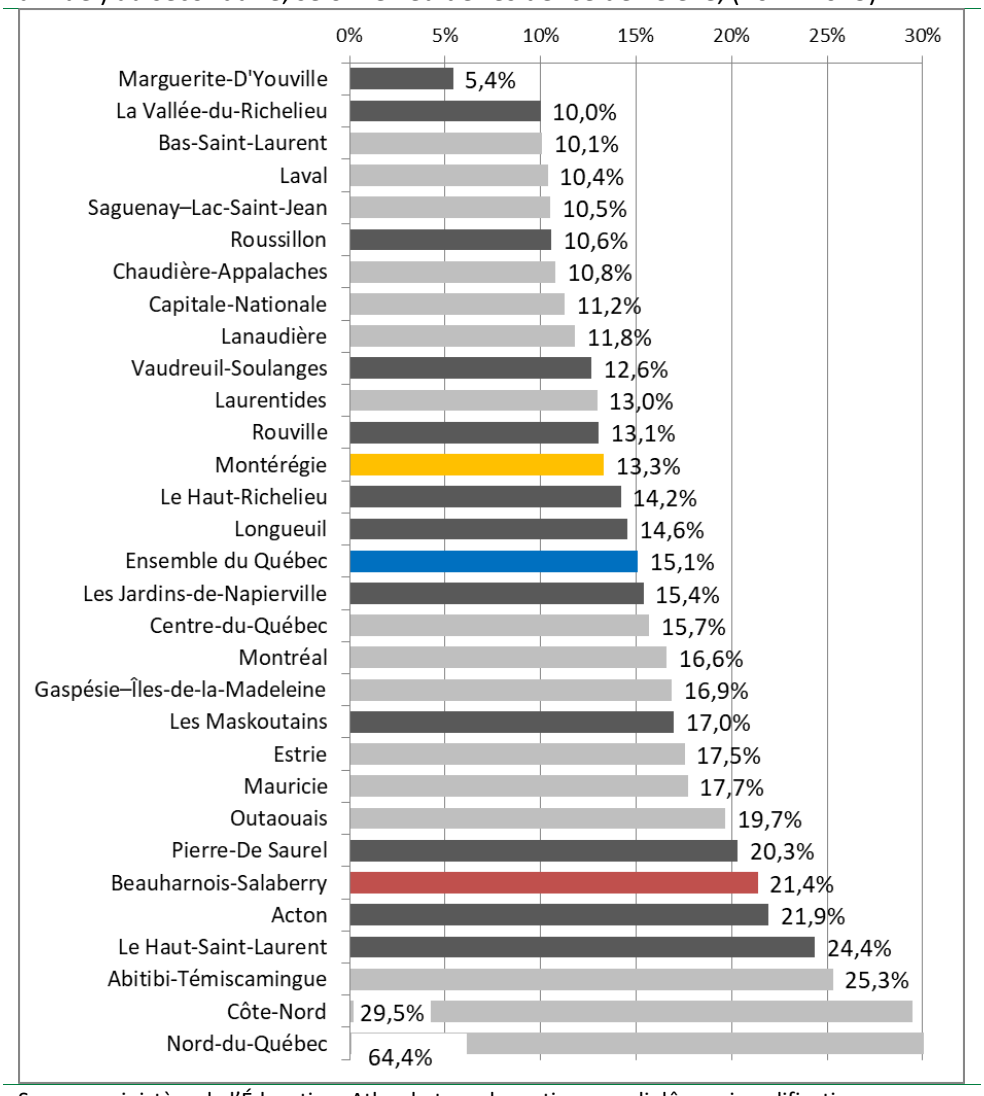
Afin d'illustrer cette relation théorique entre le décrochage scolaire et le développement régional, nous présentons également un portrait socio-économique de Beauharnois-Salaberry. Cette démarche permet de vérifier si ce portrait est cohérent avec les enjeux importants touchant Beauharnois-Salaberry en matière d'éducation globale de sa population, telles que décrits ci-dessus.

Ce rapport est structuré de la façon suivante : dans le premier chapitre, nous traçons d'abord un portrait du décrochage scolaire à Beauharnois-Salaberry afin d'établir l'ampleur de la problématique régionale. Dans un second chapitre, nous présentons une revue de la littérature répertoriant les multiples conséquences socio-économiques du décrochage scolaire. Dans le chapitre 3, nous élaborons une démarche statistique nous permettant d'obtenir une estimation chiffrée du coût économique du décrochage scolaire à Beauharnois-Salaberry. Dans le chapitre 4, nous décrivons le rôle de divers leviers économiques sur le développement régional avant d'en faire le lien avec le niveau d'éducation et le décrochage au sein de la population de la MRC. Dans le dernier chapitre, nous établissons un portait socio-économique de Beauharnois-Salaberry afin d'illustrer ces liens entre décrochage et développement régional.

Chapitre 1. Portrait du décrochage scolaire dans la MRC de Beauharnois-Salaberry

Avant d'en analyser les impacts, nous décrivons d'abord l'état du décrochage scolaire dans la MRC de Beauharnois-Salaberry. La figure 1 indique le taux de sorties sans diplôme ni qualification par région administrative (RA) et pour les MRC de la Montérégie en 2022-2023 (données les plus récentes), c'est-à-dire la part des élèves du secondaire en formation générale des jeunes ayant quitté le secondaire lors d'une année donnée alors qu'ils n'avaient aucun diplôme ni qualification. Les données de la Montérégie sont aussi reproduites dans le tableau 1 ci-dessous avec le rang de chaque MRC parmi les 13 MRC de la région.

Figure 1. Taux annuel de sorties sans diplôme ni qualification (décrochage annuel) au secondaire, selon le lieu de résidence de l'élève, (2022-2023)



Source : ministère de l'Éducation, Atlas du taux de sorties sans diplôme ni qualification au secondaire en formation générale des jeunes.

Tableau 1. Taux annuel de sorties sans diplôme ni qualification (décrochage annuel) au secondaire, selon le lieu de résidence de l'élève, MRC de la Montérégie (2022-2023)

Rang	MRC	Taux
1	Marguerite-D'Youville	5,43 %
2	La Vallée-du-Richelieu	9,99 %
3	Roussillon	10,55 %
4	Vaudreuil-Soulanges	12,64 %
5	Rouville	13,06 %
6	Le Haut-Richelieu	14,20 %
7	Longueuil	14,56 %
8	Les Jardins-de-Napierville	15,38 %
9	Les Maskoutains	16,96 %
10	Pierre-De Saurel	20,33 %
11	Beauharnois-Salaberry	21,37 %
12	Acton	21,93%
13	Le Haut-Saint-Laurent	24,38 %

Source : ministère de l'Éducation, Atlas du taux de sorties sans diplôme ni qualification au secondaire en formation générale des jeunes.

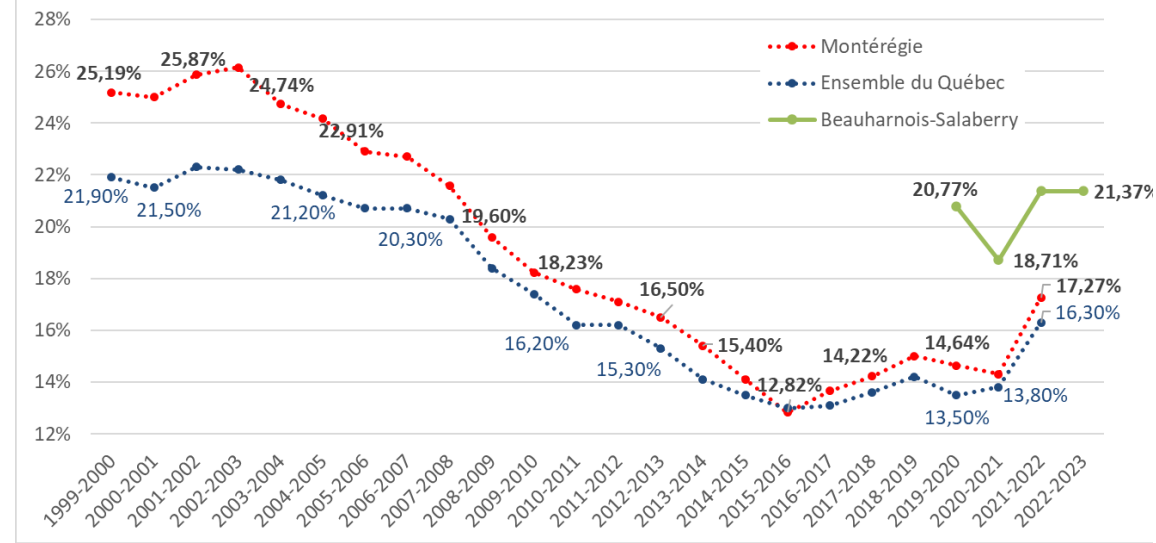
Beauharnois-Salaberry se trouve au 11e rang parmi les 13 MRC de la Montérégie (tableau 1), et au 86e rang parmi les 103 MRC du Québec, avec un taux de décrochage annuel de 21,4 %, un niveau supérieur à celui de l'ensemble du Québec (15,1 %). Pourtant, la Montérégie dans son ensemble montre un taux de décrochage (13,3 %) qui est inférieur à l'ensemble du Québec, avec plusieurs MRC qui affichent des taux très faibles, dont Marguerite-D'Youville (5,4 %), La Vallée-du-Richelieu (10 %) et Roussillon (10,6 %). Cependant, cette faiblesse de Beauharnois-Salaberry est aussi partagée par d'autres MRC de la région, dont Acton (21,9 %, 88e au Québec) et Le Haut-Saint-Laurent (24,4 %, 91e au Québec). Il y a donc un potentiel d'amélioration important dans Beauharnois-Salaberry par rapport à plusieurs autres régions québécoises.

Dans les 20 dernières années, le taux de décrochage scolaire s'est maintenu à un niveau plus élevé en Montérégie que dans l'ensemble du Québec (figure 2)[2], quoique cet écart soit relativement petit depuis 2007-2008. On note aussi une remarquable tendance à la baisse dans cette période, tant au Québec qu'en Montérégie, malgré une petite remontée depuis 2015-2016, particulièrement à la suite de la fin de la pandémie à la COVID-19. Il faudra voir si cette remontée se confirme dans les prochaines années ou si elle est

[2] Cette figure présente le taux de décrochage par lieu de fréquentation de l'élève, pour lequel les données historiques sont disponibles, alors que la figure 1 plus haut montre les données selon le lieu de résidence de l'élève qui correspondent davantage à une caractérisation régionale. Les données sur le décrochage scolaire selon lieu de résidence illustrent davantage le niveau de réussite scolaire de la population de la région que les données selon le lieu de fréquentation qui inclut des élèves provenant d'autres régions.

purement conjoncturelle. Les données historiques pour Beauharnois-Salaberry ne sont disponibles que depuis 2019-2020, et l'on voit que le niveau de décrochage scolaire dans la MRC est nettement plus élevé, pour la période disponible, par rapport à la Montérégie et à l'ensemble du Québec.

Figure 2. Évolution du taux annuel de sorties sans diplôme ni qualification (décrochage annuel) au secondaire, selon le lieu de fréquentation de l'élève (1999-2000 à 2022-2023)

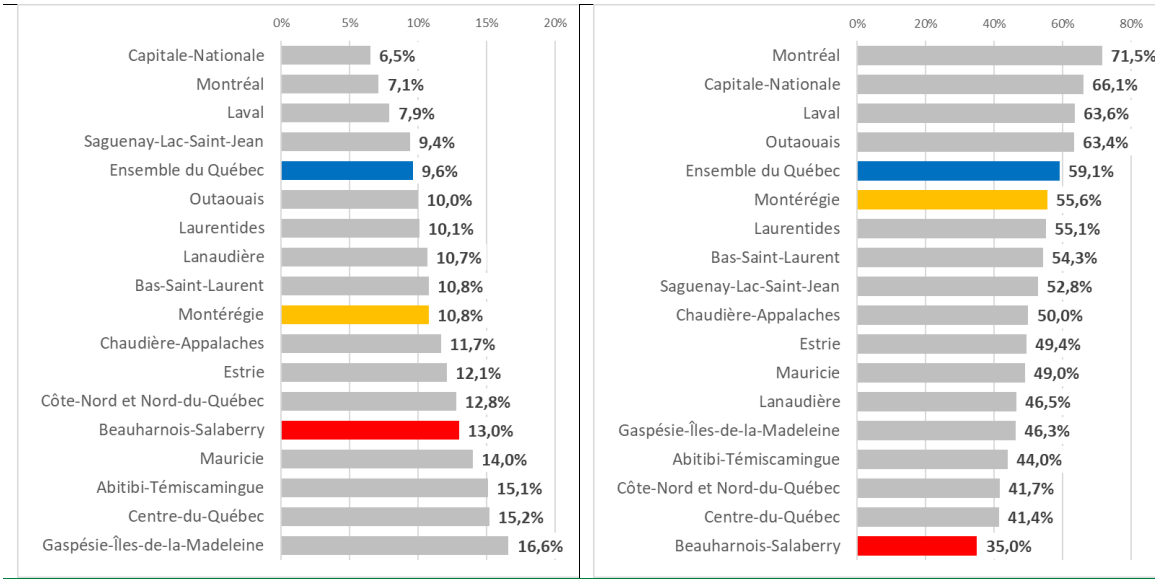


Source : ministère de l'Éducation, Atlas du taux de sorties sans diplôme ni qualification au secondaire en formation générale des jeunes.

Les taux de sorties sans diplôme ni qualification correspondent à des flux annuels et ne mesurent pas le stock total de personnes non diplômées dans la population. Pour ce faire, nous utilisons des données sur la population de 25 à 64 ans selon le plus haut niveau de scolarité atteint (figure 3, partie de gauche). Des données de 2024 ne sont disponibles que pour les régions administratives et l'ensemble du Québec. La donnée pour la MRC de Beauharnois-Salaberry de la figure 3 provient donc de nos propres estimations pour 2024 (voir chapitre 3).

Figure 3. Répartition de la population de 25 à 64 ans selon le plus haut niveau de scolarité atteint, par région administrative et MRC de Beauharnois-Salaberry (2024)

Aucun diplôme	**Certificat ou diplôme d'un collège, d'un cégep ou d'une université**



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, compilations de Statistique Canada et de l'Institut de la statistique du Québec.
Note : Comparaison illustrative seulement entre les régions administratives et les MRC puisque la source des données pour les régions administratives (Institut de la statistique du Québec) diffère de celles pour les MRC (propre estimation).

Beauharnois-Salaberry présente en 2024 une proportion de sa population n'ayant aucun diplôme de 13 %, soit un niveau supérieur à l'ensemble du Québec (9,6 %) et à la Montérégie (10,8 %). À titre de comparaison, nous présentons dans le tableau 2 des chiffres pour 2024 que nous avons estimés pour certaines MRC dans le cadre de projets de recherche pour d'autres partenaires en Outaouais, au Centre-du-Québec et en Abitibi-Témiscamingue. On remarque que Beauharnois-Salaberry fait relativement meilleure figure si on la compare à cette courte liste de MRC quant à la proportion de la population sans diplôme.

Tableau 2. Répartition de la population de 25 à 64 ans selon le plus haut niveau de scolarité atteint, pour certaines MRC (2024), estimation 2024

Aucun diplôme		Certificat ou diplôme d'un collège, d'un cégep ou d'une université	
MRC	**Part (%)**	**MRC**	**Part (%)**
Gatineau	10,4 %	Gatineau	69,2 %
Les Collines-de-l'Outaouais	10,8 %	Les Collines-de-l'Outaouais	63,2 %
Beauharnois-Salaberry	**13,0 %**	Rouyn-Noranda	45,9 %
Bécancour	13,0 %	Pontiac	40,6 %
Rouyn-Noranda	13,6 %	La Vallée-de-l'Or	37,3 %
Arthabaska	14,8 %	La Vallée-de-la-Gatineau	35,9 %
Drummond	14,8 %	Témiscamingue	35,7 %
Nicolet-Yamaska	15,9 %	Abitibi	35,6 %
Abitibi	17,0 %	Papineau	35,1 %
Témiscamingue	17,2 %	**Beauharnois-Salaberry**	**35,0 %**
L'Érable	17,4 %	Bécancour	30,7 %
Papineau	17,5 %	Abitibi-Ouest	29,8 %
La Vallée-de-l'Or	19,1 %	Arthabaska	28,8 %

La Vallée-de-la-Gatineau	20,0 %	Nicolet-Yamaska	28,6 %
Abitibi-Ouest	21,7 %	Drummond	27,9 %
Pontiac	21,7 %	L'Érable	23,8 %

Source : estimation de l'auteur (voir chapitre 3)

Si nous voulons comparer Beauharnois-Salaberry à l'ensemble des MRC de la Montérégie, nous devons nous en tenir à des données de 2020, présentées dans le tableau 3. Beauharnois-Salaberry arrive dans les derniers rangs (10e) dans la région.

Tableau 3. Répartition de la population de 25 à 64 ans selon le plus haut niveau de scolarité atteint, pour certaines MRC (2024), données de 2020

Aucun diplôme			Certificat ou diplôme d'un collège, d'un cégep ou d'une université		
MRC	**Part (%)**		**MRC**	**Part (%)**	
La Vallée-du-Richelieu	7,5 %	1	Longueuil	61,6 %	1
Vaudreuil-Soulanges	9,0 %	2	La Vallée-du-Richelieu	58,6 %	2
Longueuil	9,3 %	3	Vaudreuil-Soulanges	53,7 %	3
Roussillon	9,4 %	4	Roussillon	53,4 %	4
Marguerite-D'Youville	9,7 %	5	Marguerite-D'Youville	52,3 %	5
Le Haut-Richelieu	13,8 %	6	Le Haut-Richelieu	41,6 %	6
Rouville	16,2 %	7	Les Maskoutains	38,6 %	7
Pierre-De Saurel	17,1 %	8	Rouville	38,0 %	8
Les Maskoutains	17,4 %	9	Pierre-De Saurel	36,9 %	9
Beauharnois-Salaberry	**17,5 %**	**10**	**Beauharnois-Salaberry**	**33,8 %**	**10**
Les Jardins-de-Napierville	19,3 %	11	Les Jardins-de-Napierville	31,5 %	11
Le Haut-Saint-Laurent	20,1 %	12	Le Haut-Saint-Laurent	30,4 %	12
Acton	22,0%	13	Acton	25,6%	13

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, compilations de Statistique Canada et de l'Institut de la statistique du Québec.

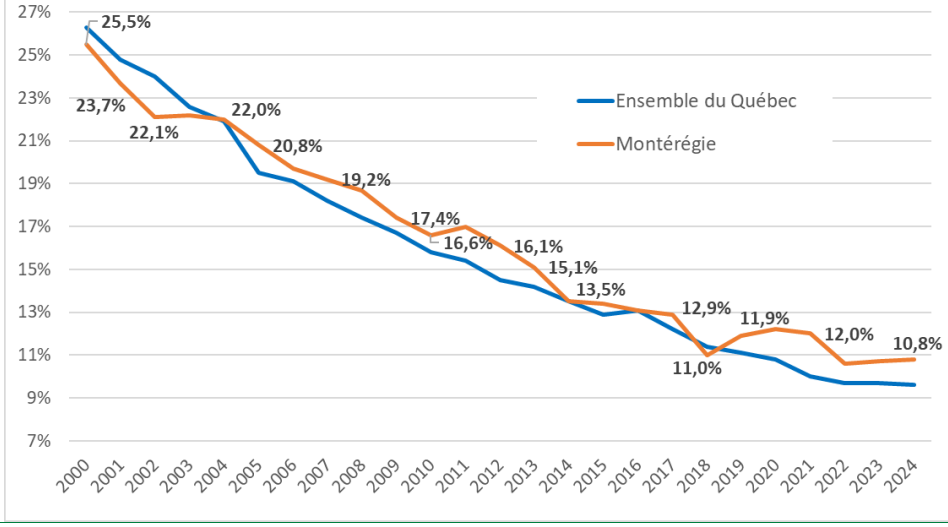
On peut aussi considérer la part de la population de 25 à 64 ans disposant d'un certificat ou diplôme d'un collège, d'un cégep ou d'une université, illustrée dans le panel droit de la figure 3 pour les régions administratives, du tableau 2 pour certaines MRC et du tableau 3 pour les MRC montérégiennes. En 2024, seulement 35 % de la population Beauharnois-Salaberry dispose de tels diplômes, soit un écart substantiel avec l'ensemble du Québec (59,1 %) et la Montérégie (55,6 %). En comparaison avec les MRC du tableau 2, Beauharnois-Salaberry arrive au milieu du classement. Selon les données de 2020 (tableau 3), la MRC se classe au 10e rang parmi les MRC de la Montérégie.

Beauharnois-Salaberry fait donc face à des enjeux importants par rapport au niveau d'éducation de sa population, avec un fort niveau de décrochage scolaire, une proportion élevée d'individus sans diplôme, et une faible proportion d'individus ayant un certificat ou diplôme d'un collège, d'un cégep ou d'une université.

Conséquemment à la chute tendancielle du taux de décrochage scolaire depuis 20 ans, la proportion de la population de 25 à 64 ans ne disposant d'aucun diplôme suit elle aussi une tendance importante à la baisse (figure 4), passant de 25,5 % en 2000 à 10,8 % en

2024 en Montérégie. À Beauharnois-Salaberry, selon nos estimations, cette proportion est passée de 17,5 % en 2020 à 13 % en 2024.

Figure 4. Évolution de la répartition de la population de 25 à 64 ans sans diplôme (2000-2024)



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, compilations de Statistique Canada et de l'Institut de la statistique du Québec.

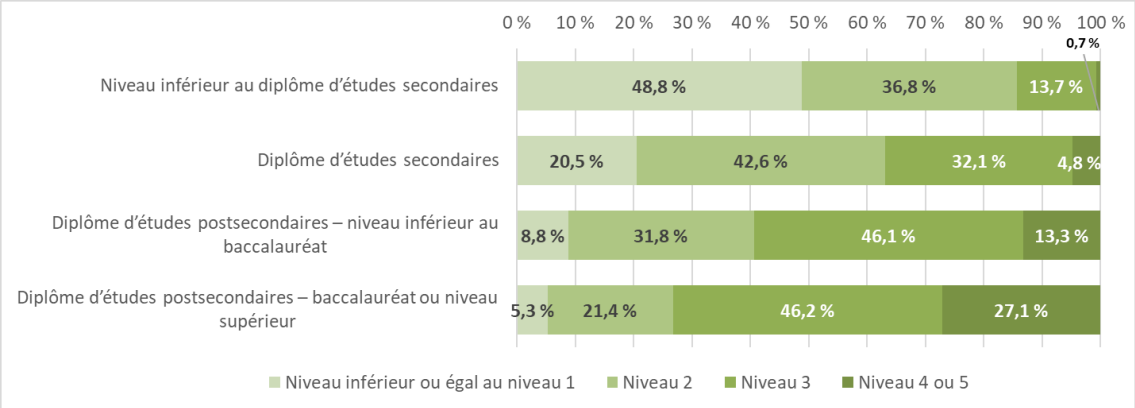
Langlois (2021) estime un indice de littératie pour les régions administratives et les MRC du Québec. Plus précisément, il utilise une méthodologie permettant d'estimer la proportion de la population âgée de 15 ans et plus n'atteignant pas le niveau 3 du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), mise en œuvre par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Le niveau 3 est considéré comme le seuil à atteindre afin d'avoir les outils nécessaires pour bien fonctionner. À ce seuil, le répondant peut comprendre des textes plus complexes et plus longs contenant plusieurs informations (Langlois, 2021).

Le niveau de littératie est un indicateur important pour comprendre les liens entre le décrochage scolaire et le développement économique. L'OCDE définit la littératie comme étant « l'aptitude à comprendre et à utiliser l'information écrite dans la vie courante, à la maison, au travail et dans la collectivité en vue d'atteindre des buts personnels et d'étendre ses connaissances et ses capacités ». Dans l'approche de l'OCDE, la littératie est un concept plus large qu'une simple mesure des compétences en lecture, pour « englober une gamme de connaissances, de compétences et d'habiletés qui ont trait à la lecture, aux mathématiques, aux sciences, et plus encore[3] ». Cela concerne donc l'acquisition de compétences et d'habiletés diverses nécessaires au marché du travail, facilitant notamment l'adaptation aux changements technologiques. Par exemple, le niveau 4 ou 5 du PEICA correspond à des personnes pouvant « accomplir des tâches qui nécessitent

[3] Statistique Canada, 2003, *Indicateurs de l'éducation au Canada, Rapport du Programme d'indicateurs pancanadiens de l'éducation*, numéro 81-582-XIF.

l'intégration d'informations de plusieurs textes denses et complexes ainsi qu'un raisonnement par inférence » (OCDE et autres, 1995). On peut donc deviner les liens entre la littératie et la capacité des individus à contribuer à la productivité des entreprises, à l'innovation, à la créativité, à l'adaptation aux changements technologiques, à l'entrepreneuriat, etc. Sous cette approche, les compétences en littératie s'acquièrent et se développement tout au long du parcours éducatif, de la petite enfance jusqu'aux études postsecondaires. D'ailleurs, Langlois (2023), Desrosiers et autres (2003) et Desrosiers (2015) démontrent l'impact de l'obtention d'un diplôme sur le niveau de littératie.

Figure 5. Niveaux de compétence en littératie selon le plus haut niveau de scolarité atteint, population de 16 à 65 ans, Québec, 2012

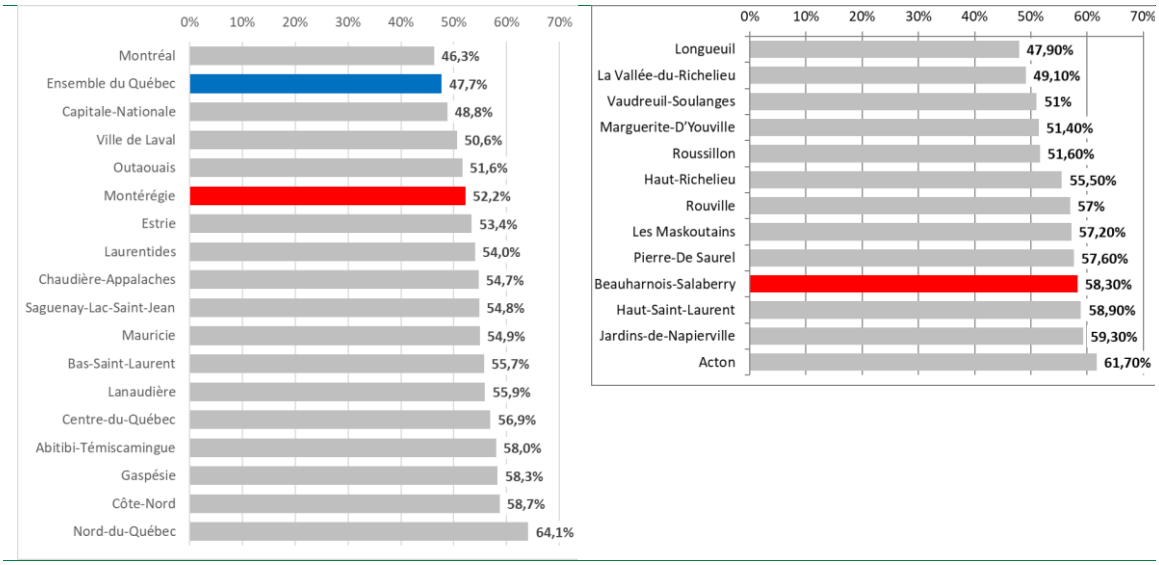


Source : Statistique Canada, *Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA)*, 2012, fichier de partage. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec, tiré de Desrosiers, 2015.

À titre d'illustration, la figure 5 présente la proportion de la population de 16 à 65 ans selon le niveau de compétence en littératie du PEICA et selon le plus haut niveau de scolarité atteint. On remarque que les niveaux 3, 4 et 5 tendent à augmenter avec le niveau de scolarité atteint. Cependant, la figure 5 indique aussi que des difficultés de littératie (sous le niveau 3) peuvent persister même chez des individus ayant obtenu des diplômes d'études postsecondaires.

La figure 6 (partie de gauche) classe les régions administratives selon cet indice de littératie en 2021, en rappelant qu'un pourcentage élevé indique une moins bonne performance, c'est-à-dire une plus forte proportion de la population n'atteignant pas le niveau 3. Beauharnois-Salaberry est en 61^{e} position parmi les 103 MRC du Québec avec un taux de 58,3 %, un niveau supérieur à la Montérégie (52,2 %) et à l'ensemble du Québec (47,7 %). Dans la figure 6 (partie de droite), on voit d'importants écarts entre les MRC de la Montérégie. Beauharnois-Salaberry se classe dans les dernières MRC de la région.

Figure 6. Indice de littératie par région administrative et par MRC en Montérégie, 2021



Source : Langlois (2023), Fondation pour l'alphabétisation.

Chapitre 2. Recension des impacts socio-économiques du décrochage scolaire

La littérature scientifique identifie une série complète de conséquences socio-économiques du décrochage scolaire, qui sont décrits et répertoriés dans cette section.

Plusieurs études ont tenté d'estimer les coûts socio-économiques induits par le décrochage scolaire dans une approche d'analyse coût-bénéfice (Belfield et autres, 2007 ; Levin et autres, 2007 ; Stuit et autres, 2010 ; Catterall, 2011). Cette démarche est illustrée dans le tableau 4 ci-dessous. D'un côté de l'analyse, on retrouve le coût que représente le montant de la dépense publique liée à une politique de lutte contre le décrochage. De l'autre, on remarque les bénéfices attendus de cette politique, soit la réduction des coûts économiques et des conséquences sociales liés au décrochage. Si la politique publique est efficace, elle devrait contribuer à diminuer le nombre de décrocheurs et, par conséquent, réduire les coûts négatifs associés au décrochage.

Tableau 4. Éléments d'une analyse coût-bénéfice du décrochage scolaire

Coûts	Bénéfices
Dépenses publiques liées à la politique de lutte contre le décrochage scolaire	Réduction des coûts économiques et des conséquences sociales du décrochage scolaire

Dans cette étude, nous nous concentrerons sur cette dernière composante de l'analyse, soit l'estimation des coûts économiques et des conséquences sociales liés au décrochage.

Ceux-ci s'évaluent d'abord sur une base individuelle : quelles sont les conséquences potentielles, pour un individu, de ne pas avoir obtenu un diplôme ? La littérature scientifique montre notamment que les décrocheurs font face à un plus grand risque de désavantage socio-économique par rapport à la population diplômée (Eurofound, 2012 ; Carlson, 2013; Campbell, 2015). À partir de ces conséquences individuelles, on peut ensuite déterminer les impacts économiques et sociaux au niveau sociétal.

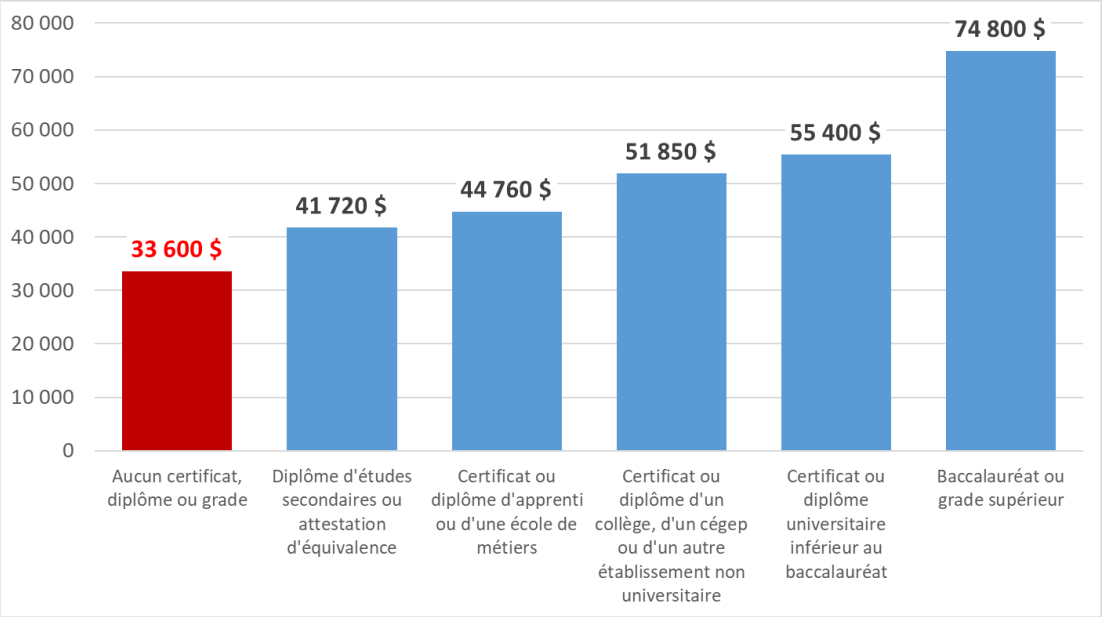
Évidemment, les conséquences individuelles varient selon les individus, et il ne faut pas considérer l'analyse qui suit comme une généralisation de l'ensemble des décrocheurs. Notre texte discute des effets possibles du décrochage, que l'on peut interpréter comme une augmentation du risque (ou de la prévalence) chez les individus décrocheurs de subir certaines conséquences négatives liées à l'absence de diplomation.

2.1 Conditions économiques

Les premières conséquences touchent aux conditions économiques des décrocheurs, notamment sur le plan des salaires et des revenus.

Revenus plus faibles. La figure 7 illustre que le revenu d'emploi annuel moyen des individus sans aucun certificat, diplôme ou grade en 2020 (plus récentes données) est substantiellement plus faible (33 600 $) relativement aux diplômés. De plus, ce revenu tend à augmenter avec le niveau de diplôme. Ainsi, les personnes ayant au moins un diplôme d'études secondaires (ou équivalent) peuvent gagner en moyenne 19,5 % de plus annuellement (soit 41 720 $) que les non-diplômés, mais cela peut aller à plus du double pour les détenteurs d'un grade universitaire de baccalauréat ou de niveau supérieur (74 800 $ en moyenne).

Figure 7. Revenu d'emploi moyen selon le diplôme au Québec (2020)



Source : Statistique Canada. Tableau 98-10-0400-01 *Situation d'activité, selon le plus haut niveau de scolarité* : Canada, provinces et territoires, divisions de recensement et subdivisions de recensement

En économie, le salaire est fortement déterminé par la productivité des travailleurs (au sens large) (Mankiw et autres, 1992 ; Grossman, 2006). Or, l'employabilité — c'est-à-dire l'ensemble des compétences nécessaires à l'obtention d'un emploi — risque d'être restreinte chez un décrocheur (Heckman, 2004 ; Hankivsky, 2008 ; Rumberger, 2011 ; De Witte et autres, 2017 ; Langlois, 2018). Un niveau d'éducation plus poussé permet de développer des compétences de base non seulement en littératie, en numératie et en résolution de problèmes, mais aussi en savoir technique et spécifique. Ainsi, par manque de compétences et de qualifications, la productivité des décrocheurs est souvent plus faible, menant à des niveaux de salaires inférieurs (Haveman et autres, 1984 ; Rumberger, 2011 ; Carlson, 2013; Uppal, 2017). Ceux-ci sont aussi déterminés par l'offre et la

demande sur le marché du travail : les emplois très qualifiés sont souvent en demande, mais avec une offre limitée, augmentant ainsi la rémunération.

Autre conséquence, le manque d'éducation limite les possibilités d'avancement professionnel permettant d'atteindre des échelons salariaux supérieurs (Badulescu et autres, 2016). Les individus ayant davantage d'éducation disposent généralement de compétences et d'habiletés supplémentaires pour se faire valoir sur le marché du travail, réaliser des défis professionnels et accomplir des tâches plus complexes, donnant lieu à des promotions et des primes salariales. Il est aussi possible que la détention d'un diplôme agisse comme un signal (*signaling*) auprès des employeurs permettant de filtrer les candidatures à un emploi ou à une promotion (Spence, 1973; Carlson, 2013). Enfin, le décrochage limite les possibilités de développement professionnel, car le manque de qualifications ou de connaissances fondamentales rend la réussite de formations continues plus difficile.

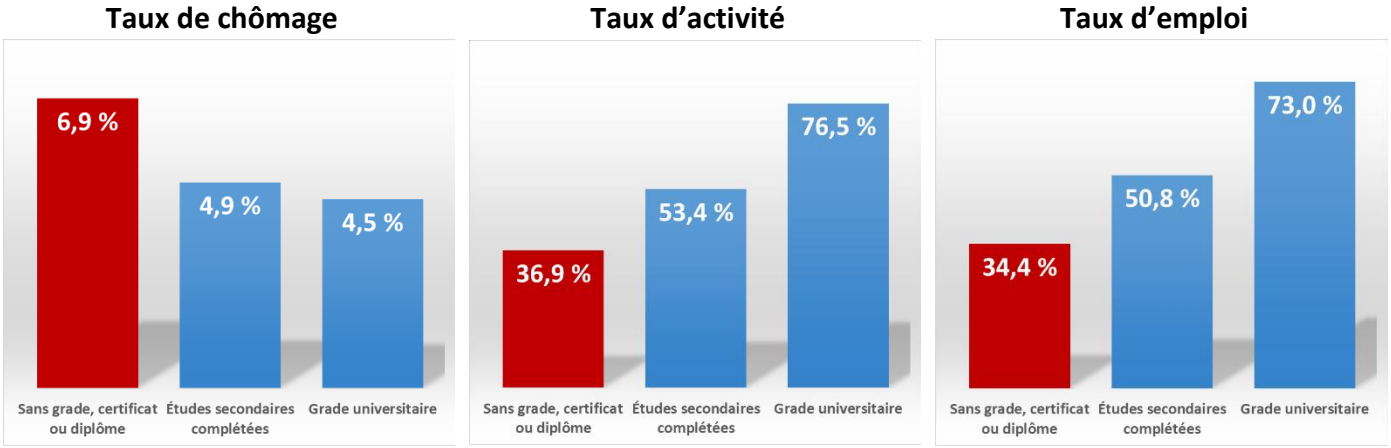
Pour toutes ces raisons, les décrocheurs se retrouvent souvent confinés à des emplois moins rémunérateurs (Card, 1999; Cheeseman Day et autres, 2002 ; Hankivsky, 2008 ; Sum et autres, 2009 ; Heisz et autres, 2015 ; Badulescu et autres, 2016 ; Uppal, 2017). Par exemple, selon les calculs de Fortin (2016), la perte de revenus pour les décrocheurs par rapport aux diplômés peut varier de 453 000 $ à 563 000 $ sur l'ensemble de leur carrière. Heisz et autres (2015) établissent un lien significatif entre le niveau de compétences en littératie des travailleurs et l'incidence de faible revenu. L'étude de Langlois (2018), qui compare le Québec à l'Ontario, estime que le fait d'améliorer les compétences en littératie d'un jeune travailleur mène à un gain de revenus de 202 142 $ sur l'ensemble de sa carrière.

Pour le gouvernement, des salaires plus faibles ramènent moins de recettes d'impôts — en raison de revenus imposables plus faibles — et de taxes — en raison de possibilités de consommation réduites avec un plus faible revenu.

Emploi, chômage et taux d'activité. Par manque de compétences générales ou spécifiques, les décrocheurs peuvent avoir des difficultés à pourvoir des emplois exigeant des qualifications particulières (Développement des ressources humaines Canada, 2002 ; Hankivsky, 2008 ; Sum et autres, 2009 ; Rumberger, 2011 ; Carlson, 2013; Uppal, 2017). Ils se retrouvent donc en forte concurrence sur des emplois à faible qualification. En conséquence, le taux de chômage est nettement plus élevé au sein des décrocheurs relativement aux individus ayant un diplôme. Selon les données de Statistique Canada datant de juillet 2025 (figure 8, partie de gauche), le taux de chômage au Québec des individus (de 25 ans et plus) n'ayant aucun certificat, diplôme ou grade s'élève à 6,9 %, alors que le Québec subit de graves pénuries de main-d'œuvre et que le taux de chômage global dans la province est de 4,5 %. La figure 8 démontre aussi que le taux de chômage chez les détenteurs d'un grade universitaire est extrêmement bas dans ce contexte. Historiquement, le taux de chômage chez les individus ayant seulement un diplôme secondaire était plus élevé que dans l'ensemble de la population, mais en raison de la

sévérité des pénuries de main-d'œuvre, il se situe en juin 2024 presque au même niveau que le chômage global dans la province. Ceci démontre la valeur d'obtenir tout au moins un diplôme d'études secondaires. Pour le gouvernement, le chômage donne lieu à une augmentation des coûts en versements de prestations d'assurance-emploi. Pour les individus, être chômeur fragilise leur situation financière.

Figure 8. Caractéristiques de la population active de 25 ans et plus selon le diplôme scolaire au Québec (juillet 2025)



Source : Statistique Canada, Tableau 14-10-0117-01 Caractéristiques de la population active selon le diplôme scolaire, données mensuelles non désaisonnalisées.

Cependant, le calcul du taux de chômage ne tient compte que des individus cherchant un emploi (définition technique du chômage). Ainsi, les individus qui ne travaillent pas et qui ne cherchent pas un emploi sont comptabilisés au sein de la population dite « inactive ». On retrouve dans cette catégorie les étudiants sans emploi, les personnes en congé de maternité/paternité, les parents s'occupant de leurs enfants à la maison, les retraités, les personnes ayant un handicap physique ou mental les empêchant de travailler, etc.

Cependant, la population inactive inclut aussi les personnes qui seraient aptes à travailler, mais qui ne sont pas actives sur le marché du travail. Il peut être problématique pour une région d'avoir une plus forte proportion de ce type de population. Ces individus représentent pour l'économie régionale une perte de potentiel productif, surtout en situation de pénurie de main-d'œuvre. N'ayant ni revenu d'emploi ni droit à des prestations d'assurance-emploi, ils peuvent se retrouver dans des situations de pauvreté et de dépendance à des programmes sociaux pour subvenir à leurs besoins. Pour le gouvernement, il y a donc une augmentation des dépenses publiques (divers programmes sociaux), en plus d'une perte de recettes fiscales sur les revenus que ces individus auraient pu gagner s'ils avaient été sur le marché du travail. Les individus sans emploi peuvent aussi représenter un coût supplémentaire en matière de raccrochage à une formation qualifiante (Ménard, 2009 ; Blaya, 2012).

Pour tenir compte de ce phénomène, il est utile de prendre en considération le taux d'activité, soit la proportion de la population active de 25 ans et plus ayant un emploi ou cherchant un emploi. La partie centrale de la figure 8 donne le taux d'activité par niveau

de diplôme en juillet 2025 au Québec. On voit que le taux d'activité est considérablement plus faible chez les individus sans grade, certificat ou diplôme (36,9 %), alors que ce taux s'élève à 64,7 % pour l'ensemble de la population du Québec.

On peut aussi observer que le taux d'emploi de la population âgée de 25 ans et plus (figure 8, partie de droite) est nettement plus faible chez les personnes sans grade, certificat ou diplôme (34,4 %), alors qu'il s'élève à 60,8 % pour l'ensemble de la population du Québec.

Bref, les données de la figure 8 montrent qu'il y a une relation positive entre le niveau d'éducation et la situation sur le marché de l'emploi.

Pauvreté et dépendance économique. Ces situations de faibles revenus, de chômage ou d'exclusion du marché du travail peuvent mener à la pauvreté chronique et à la précarité financière (Hankivsky, 2008 ; Rumberger, 2011 ; Blaya, 2012 ; Carlson, 2013), ainsi qu'à de possibles conséquences sociopsychologiques (voir ci-dessous). Tout cela rend les décrocheurs plus susceptibles de devoir dépendre économiquement de prestations et de soutiens gouvernementaux : bien-être social, aide au logement et logement social, coûts de santé, prestations de suppléments de revenus, assurance-emploi, etc.

Par conséquent, une augmentation du décrochage tend à coïncider avec une augmentation des dépenses sociales du gouvernement. Selon le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale du Québec, en mai 2024, 57,8 % des adultes prestataires de programmes d'aide sociale ou de solidarité sociale au Québec n'avaient pas de diplôme[4].

Taux d'épargne et gestion du budget familial. Des études permettent de remarquer une plus grande difficulté chez les décrocheurs à mettre en œuvre une saine gestion du budget familial (Haveman et autres, 1984 ; Hankivsky, 2008). Cela s'explique par de plus faibles connaissances en littératie financière en raison du manque d'éducation. En conséquence, on remarque un taux d'épargne inférieur chez les décrocheurs en comparaison du reste de la population (Attanasio, 1998 ; Girshina, 2019). Tout cela contribue à aggraver les situations de pauvreté et de précarité financière.

2.2 Impacts sociaux

[4] Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, *Rapport statistique sur la clientèle des programmes d'assistance sociale*, Direction de l'analyse et de l'information de gestion, mai 2024, https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/emploi-solidarite-sociale/publications-adm/documents-administratifs/assistance_soc/clientele/2024/STAT_clientele_prog-aide-sociale_mai_2024_MESS.pdf.

Il est démontré que les décrocheurs sont plus à risque de connaître divers problèmes psychologiques et sociaux. Pour le gouvernement, ces impacts donnent lieu à une augmentation des dépenses de santé et des dépenses sociales.

Satisfaction au travail. Avec un risque de gagner moins d'argent, moins de possibilités d'avancement professionnel et de promotion et un confinement à des emplois plus routiniers et moins intéressants, les décrocheurs peuvent développer une faible satisfaction au travail, entretenant de faibles aspirations professionnelles (McCaul et autres, 1992 ; Oreopoulos et autres, 2011).

Problèmes de santé. Les études démontrent un lien entre un faible niveau de revenus, un faible niveau d'éducation et l'état de santé physique (Haveman et autres, 1984 ; Levin et autres, 2007 ; Muennig, 2007 ; Hankivsky, 2008 ; Rumberger, 2011 ; Eurofound, 2012 ; Belfield, 2014 ; Uppal, 2017). En effet, les individus disposant de moyens financiers limités ont davantage de difficulté à assurer une alimentation saine et équilibrée. Ils risquent aussi de souffrir de perturbations psychosociales pouvant affecter leur santé physique. Le manque d'éducation, quant à lui, coïncide avec un manque de connaissances, de prévoyance ou de sensibilisation envers les facteurs de base permettant de maintenir une bonne santé (Hankivsky, 2008). Un bon niveau de littératie est aussi nécessaire pour comprendre et respecter les traitements thérapeutiques (prise de médicaments, autotraitement, etc.) et effectuer les suivis médicaux requis (Hankivsky, 2008).

Les études montrent d'ailleurs que l'espérance de vie des décrocheurs est plus courte que celle des diplômés (Rumberger, 2011 ; Blaya, 2012), cette différence pouvant représenter de six à neuf ans en moyenne (Levin et autres, 2007 ; Hankivsky, 2008 ; Ménard, 2009). Muennig (2007) indique que les individus sans diplôme d'études secondaires aux États-Unis (*high school diplomas*) sont plus à risque de mourir prématurément de maladies cardiovasculaires (35 % des décès parmi les décrocheurs), de cancer (27 %), d'infections (9 %), de blessures (5 %), de maladies pulmonaires (5 %) et de diabète (4 %).

Pour le gouvernement, ces problèmes engendrent des coûts supplémentaires en dépenses de santé[5].

Santé mentale. Les situations décrites précédemment — faibles revenus, précarité financière, pauvreté, chômage, dépendance économique, absence de possibilités d'avancement professionnel — peuvent mener à des situations de stress, d'anxiété, de dépression, de troubles psychologiques, d'exclusion sociale et de manque d'estime de soi (Oreopoulos et autres, 2011 ; Rumberger, 2011 ; Eurofound, 2012 ; Badulescu et autres, 2016). Il y a donc une plus grande prévalence de problèmes de santé mentale chez les

[5] Cependant, l'effet du décrochage sur les dépenses publiques en santé est incertain puisqu'il est possible que les individus ayant une meilleure éducation aient davantage recours à des soins préventifs et visitent plus souvent les professionnels de la santé, augmentant les coûts de la santé pour le gouvernement (Levin et autres, 2007).

décrocheurs. Par exemple, au Québec, Ménard (2009) estime que le risque de dépression à l'âge adulte est de 15 % chez les décrocheurs contre seulement 9 % chez les diplômés.

Pour le gouvernement, cela représente des dépenses de santé et des dépenses sociales.

Comportements antisociaux. Les études notent aussi une plus forte prévalence de problèmes de délinquance, de vandalisme, de crime et d'incarcération chez les décrocheurs (Haveman et autres, 1984 ; McCaul et autres, 1992 ; Levin et autres, 2007 ; Hankivsky, 2008 ; Sum et autres, 2009 ; Oreopoulos et autres, 2011 ; Rumberger, 2011 ; Blaya, 2012 ; Eurofound, 2012 ; Belfield, 2014 ; Badulescu et autres, 2016 ; Uppal, 2017). Par exemple, selon Développement des ressources humaines Canada (2002), 12 % des décrocheurs au Canada ont une condamnation au criminel contre seulement 3 % pour les diplômés. Aux États-Unis, Sum et autres (2009) estiment que le risque d'institutionnalisation des décrocheurs est 63 fois plus élevé que chez les individus ayant obtenu un diplôme de premier cycle universitaire (*college degree*). Toujours aux États-Unis, Levin et autres (2007) calculent que les décrocheurs représentent 50 % de la population carcérale alors qu'ils ne constituent que 20 % de la population totale. Pour le Québec, selon le rapport de Ménard (2009), la proportion de la population carcérale serait de 63 % chez les décrocheurs contre 37 % chez les diplômés.

Ceci découle notamment des difficultés économiques que peuvent vivre les décrocheurs, de l'exclusion sociale, mais aussi des conséquences sur l'état psychologique évoquées précédemment. Il est aussi possible qu'une éducation plus avancée permette de mieux contextualiser certaines normes et valeurs sociales, contribuant à une plus grande adhésion personnelle à ces dernières.

Pour le gouvernement, cela représente des coûts en dépenses sociales, carcérales et policières, ainsi que des coûts de nettoyage et de réparation liés au vandalisme.

Au niveau collectif, les territoires pâtissant d'une plus grande prévalence de comportements antisociaux vivent une perte de bien-être et de qualité de vie, affectant négativement leur attractivité, tant auprès des nouveaux résidents et de la main-d'œuvre que des entreprises et des entrepreneurs. Les résidents victimes de la délinquance et du vandalisme subissent aussi des dommages en biens mobiliers — générant des coûts de réparation et des hausses de primes d'assurance — et possiblement des conséquences psychologiques — générant une hausse des dépenses de santé.

Problèmes de consommation et de dépendance. Les fragilités financières et psychosociales liées au décrochage peuvent engendrer des problèmes de surconsommation et de dépendance envers la cigarette, l'alcool et les drogues (Hankivsky, 2008 ; Blaya, 2012). Par exemple, Développement des ressources humaines Canada (2002) indique que 18 % des décrocheurs au Canada consomment régulièrement de l'alcool, 30 % des drogues douces ou des médicaments prescrits, et 7 % des drogues dures, contre respectivement 11 %, 16 % et 2 % des diplômés. Ces conséquences peuvent

aggraver la situation économique, la santé mentale et la santé physique des décrocheurs, tout en constituant une possible barrière à l'intégration au marché du travail. La surconsommation peut aussi mener à des comportements antisociaux. Il y a donc un effet mutuellement cumulatif entre les problèmes de surconsommation et de dépendance, et des conditions de vie plus difficiles.

Pour le gouvernement, ces problèmes engendrent des dépenses de santé et des dépenses sociales.

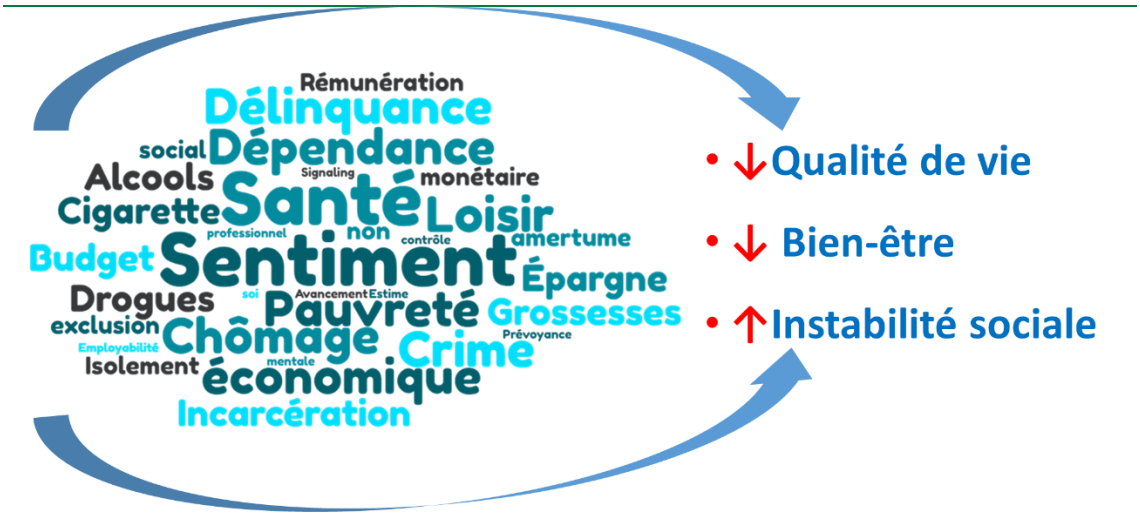
Grossesses précoces ou non désirées. Certaines études évoquent un lien entre le décrochage et le risque de grossesses précoces ou non désirées (Haveman et autres, 1984 ; Heckman, 2004 ; Hankivsky, 2008). Une explication serait que les individus disposant d'un faible niveau d'éducation sont peut-être moins sensibilisés ou informés à propos des moyens de protection et de contraception.

Pour le gouvernement, ces problèmes engendrent des coûts de santé et des coûts sociaux.

Perturbations émotionnelles et cercle vicieux du décrochage. Tous les impacts économiques, psychologiques et sociaux que nous venons de décrire ont évidemment un coût humain intangible, avec des conséquences sur la qualité de vie et le bien-être des décrocheurs (Hankivsky, 2008 ; Oreopoulos et autres, 2011). Ils contribuent aussi à développer des sentiments de faible estime de soi, d'amertume, de frustration, de ressentiment, d'exclusion et de manque de contrôle sur sa vie (McCaul et autres, 1992 ; Eurofound, 2012 ; Badulescu et autres, 2016).

Tous les éléments mentionnés accroissent encore davantage le risque de troubles psychosociaux et d'instabilité sociale, engendrant un cercle vicieux — illustré dans la figure 9 — par lequel le mal-être généré par le décrochage augmente le risque de stress et d'anxiété, de problèmes de santé mentale, de surconsommation, de dépendance et de criminalité, tout en réduisant l'employabilité, ce qui empire le mal-être, l'estime de soi et la frustration, et ainsi de suite.

Figure 9. Le cercle vicieux du décrochage scolaire



Source : illustration de l'auteur.

2.3 Vitalité des communautés

Outre les conséquences individuelles chez les décrocheurs et les coûts sociaux qui y sont associés, le décrochage a aussi un impact sur la vitalité des communautés, notamment sur la cohésion sociale, l'attractivité des territoires et la santé démocratique.

Exclusion sociale. Les situations liées au décrochage peuvent créer de l'isolement social. En étant exclus du marché du travail, ou ne disposant pas nécessairement du niveau d'éducation pour se conformer aux codes et aux normes sociales, les décrocheurs peuvent se retrouver dans l'incapacité de développer pleinement leur capital social et leurs réseaux (Hankivsky, 2008 ; Eurofound, 2012). La perception de manque d'estime de soi et de statut social peut aussi décourager ces efforts d'intégration sociale (Badulescu et autres, 2016). Enfin, des états de fragilité psychosociale, de pauvreté, de mal-être ou de délinquance peuvent mener à un réflexe de rejet ou d'exclusion de la part des membres de la communauté.

Cohésion sociale et santé démocratique. Les études démontrent que les décrocheurs tendent à moins s'engager en matière de dons, de bénévolat et de participation communautaire (Haveman et autres, 1984 ; McCaul et autres, 1992 ; Hankivsky, 2008 ; Rumberger, 2011 ; Blaya, 2012 ; Eurofound, 2012 ; Uppal, 2017). Ceci peut s'expliquer par des contraintes budgétaires plus serrées et par le manque de temps en raison de l'obligation de travailler davantage pour compenser de plus faibles salaires. Les conditions psychosociales décrites précédemment n'incitent pas à un engagement civique. Le rapport du Groupe d'action sur la persévérance et la réussite scolaires au Québec (Ménard, 2009) compile certaines statistiques sur la participation citoyenne, reprises dans le tableau 5 ci-dessous. On y voit que les décrocheurs tendent à faire moins de bénévolat et à donner moins de sang que les diplômés.

Tableau 5. Données de Ménard (2009) — Participation citoyenne selon le niveau d'éducation au Québec

Pourcentage du segment de la population qui…	Décrocheurs	Diplôme d'études secondaires ou professionnelles	Diplôme d'études collégiales	Diplôme d'études universitaires
Fait du bénévolat	9 %	19 %	31 %	43 %
Donne du sang	2 %	4 %	6 %	9 %
Vote	52 %	67 %	74 %	84 %

Source : Ménard (2009), reprenant des données du *Journal of Public Economics* ; College Board; McKinsey & Company.

Par ailleurs, les inégalités de revenus, le sentiment de manque d'estime de soi et de contrôle sur sa vie, l'exclusion sociale, l'impossibilité d'avancement professionnel peuvent nourrir du ressentiment, de la colère et de la déception, ainsi qu'une perception d'incapacité des autorités politiques à pouvoir résoudre leurs problèmes (Hankivsky, 2008 ; Eurofound, 2012). De plus, selon Oreopoulos et autres (2011), l'éducation favorise la confiance des individus dans le développement d'interactions sociales et d'engagement communautaire, ainsi qu'envers les institutions. Tout cela génère de la désillusion envers le système politique et institutionnel (Blaya, 2012 ; Eurofound, 2012). Une telle réaction de rejet contribue à saper la légitimité des systèmes démocratiques à terme (Eurofound, 2012).

Aussi, la participation active et éclairée à la vie civique, politique et démocratique exige un minimum de connaissances et de littératie (Hankivsky, 2008 ; Badulescu et autres, 2016). En conséquence, on note chez les décrocheurs un plus faible taux de participation aux élections et une moindre tendance à l'engagement politique (McCaul et autres, 1992 ; Eurofound, 2012). Le rapport de Ménard (2009) montre que le pourcentage de la population votante est de 52 % chez les décrocheurs, alors qu'elle varie de 67 % à 84 % chez les diplômés (voir dernière ligne du tableau 5).

Tous ces éléments affectent la vitalité socio-économique et démocratique des communautés, ainsi que leur cohésion sociale (Développement des ressources humaines Canada, 2002 ; Eurofound, 2012 ; Badulescu et autres, 2016).

Coût d'opportunité des loisirs. Avec un revenu plus faible, les moyens financiers sont plus limités pour consommer les loisirs, les arts et la culture (Haveman et autres, 1984 ; Hankivsky, 2008). Or, ces activités contribuent à la santé psychologique et au bien-être des individus, ainsi qu'au développement d'une estime de soi (Mak et autres, 2019).

Outre la perte de revenus venant d'une diminution des recettes d'impôts et de taxes perçus sur le secteur des arts, de la culture et des loisirs, il n'y a pas de conséquences directes de cet impact pour le gouvernement. Mais d'un point de vue sociétal, il est démontré que la vitalité des arts et de la culture concourt au développement économique, mais aussi au bien-être collectif (cohésion sociale, qualité de vie, lutte contre la criminalité, valeurs de tolérance, éducation et formation, innovation et

créativité, etc.) (Jeannotte, 2000 ; Throsby, 2001 ; Conseil de l'Europe, 2017 ; Cancellieri et autres, 2018).

Chapitre 3. Une estimation économique du coût du décrochage scolaire à Beauharnois-Salaberry

Il est extrêmement difficile de chiffrer précisément l'ensemble des conséquences économiques et sociales que nous venons de décrire. De nombreuses études ont tenté d'estimer certains de ces coûts (Cohen, 1998 ; Cheeseman Day et autres, 2002 ; Développement des ressources humaines Canada, 2002 ; Belfield et autres, 2007 ; Levin et autres, 2007 ; Cohen et autres, 2009 ; Sum et autres, 2009 ; Stuit et autres, 2010 ; Catterall, 2011 ; Belfield, 2014 ; Langlois, 2018). Plusieurs d'entre elles ne portent pas sur le contexte canadien, rendant problématique l'application de ces chiffres à des régions québécoises. Par conséquent, nous proposons dans cette section une démarche inspirée des études de Fortin (2016) et d'Hankivsky (2008) permettant de faire une estimation économique des coûts du décrochage à Beauharnois-Salaberry.

Dans une première étape, nous estimons la perte moyenne de revenus frappant les individus décrocheurs par rapport aux diplômés. En effet, tel que nous l'avons remarqué à la section 2.1, il existe des différences importantes de revenu d'emploi moyen entre les individus sans diplôme et les autres. Comme il s'agit d'un revenu calculé en moyenne sur l'ensemble de la population de 15 ans et plus, ces écarts s'expliquent tant par les différentiels de salaire entre individus avec et sans diplôme que par la plus importante proportion de décrocheurs sans emploi (donc sans aucun revenu d'emploi).

Nous suivons la méthodologie de Fortin (2016) en utilisant des données sur le revenu d'emploi moyen selon le groupe d'âge et selon le plus haut certificat, diplôme ou grade à Beauharnois-Salaberry pour la population de 15 ans et plus[6]. Les données les plus récentes datent de 2020, que nous actualisons en valeurs monétaires de 2024[7]. Elles sont présentées dans le tableau 6 ci-dessous. Par tranche d'âge, on observe que le revenu moyen des individus sans diplôme est systématiquement plus faible que celui des autres catégories de la population. De plus, cet écart s'accroit généralement avec le niveau d'éducation pour chaque tranche d'âge. On remarque également que les revenus tendent à augmenter avec l'âge, en fonction de l'expérience et/ou de l'ancienneté des individus, sauf pour les 55-64 ans, qui connaissent en moyenne des revenus plus faibles. Ce constat est similaire pour l'ensemble du Québec (voir tableau A1 en annexe). Pour expliquer cela, il faut noter que le niveau d'éducation chez les 55-64 ans tend à être plus faible en moyenne par rapport aux 25-54 ans, comme on peut l'observer à Beauharnois-Salaberry dans le tableau 7 ci-dessous et au Québec dans le tableau A2 en annexe. Ceci est en partie dû à la baisse tendancielle du taux de décrochage scolaire depuis les 20 dernières années, comme nous l'avions constaté précédemment à la figure 2.

[6] Source : Institut de la statistique du Québec, basé sur des données de Statistique Canada, *Revenu d'emploi moyen, selon le groupe d'âge et le plus haut certificat, diplôme ou grade*.
[7] Nous avons actualisé ces données sur la base du déflateur du PIB, obtenu de Statistique Canada.

Tableau 6. Revenu d'emploi moyen, par tranche d'âge et selon le plus haut certificat, diplôme ou grade à Beauharnois-Salaberry, population de 15 ans et plus, données de 2020 actualisées en valeur de 20 24[1]

	15—24 ans	25—34 ans	35—44 ans	45—54 ans	55—64 ans
Aucun certificat, diplôme ou grade	14 751 $	40 028 $	37 909 $	43 560 $	39 227 $
DES ou attestation équivalente	21 191 $	41 346 $	58 276 $	51 094 $	48 975 $
Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers	33 494 $	50 388 $	59 241 $	62 455 $	48 834 $
Certificat ou diplôme d'un collège, d'un cégep ou d'un autre établissement non universitaire	27 596 $	51 141 $	61 572 $	69 283 $	53 873 $
Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat	17 424 $	57 687 $	80 056 $	75 935 $	57 452 $
Baccalauréat ou grade supérieur	27 313 $	62 396 $	89 474 $	93 712 $	82 410 $

[1] Actualisation des données sur la base du déflateur du PIB, obtenu de Statistique Canada.
Source : Statistique Canada. Tableau 98-10-0400-01 *Situation d'activité, selon le plus haut niveau de scolarité* : Canada, provinces et territoires, divisions de recensement et subdivisions de recensement

Le tableau 7 montre la répartition de la population de 15 à 64 ans à Beauharnois-Salaberry selon les tranches d'âge et le niveau d'éducation. On remarque que la proportion de la population sans diplôme ou n'ayant qu'un diplôme d'études secondaires (DES) ou un diplôme d'études professionnelles (DEP) est plus élevée chez les 55-64 ans que dans les tranches entre 25 et 54 ans, et inversement pour le cégep/collège et pour l'université. En particulier, le pourcentage d'individus n'ayant aucun diplôme chez les 55-64 ans s'élève à 22 % contre seulement 15,5 % chez les 25-54 ans. C'est une situation qui s'applique aussi à l'ensemble du Québec (tableau A2 en annexe).

Tableau 7. Répartition de la population de 15 à 64 ans, par tranche d'âge et selon le plus haut certificat, diplôme ou grade obtenu à Beauharnois-Salaberry, 2020

	15—24 ans	25—34 ans	35—44 ans	45—54 ans	55—64 ans
Aucun certificat, diplôme ou grade	42,4 %	16,8 %	12,4 %	17,4 %	22,0 %
Diplôme d'études secondaires ou attestation d'équivalence	28,4 %	16,6 %	17,1 %	21,5 %	27,9 %
Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers	12,2 %	32,4 %	31,0 %	26,1 %	22,0 %
Certificat ou diplôme d'un collège, d'un cégep ou d'un autre établissement non universitaire	13,6 %	17,2 %	20,3 %	18,9 %	17,5 %
Certificat ou diplôme universitaire	3,3 %	17,0 %	19,3 %	16,3 %	10,7 %

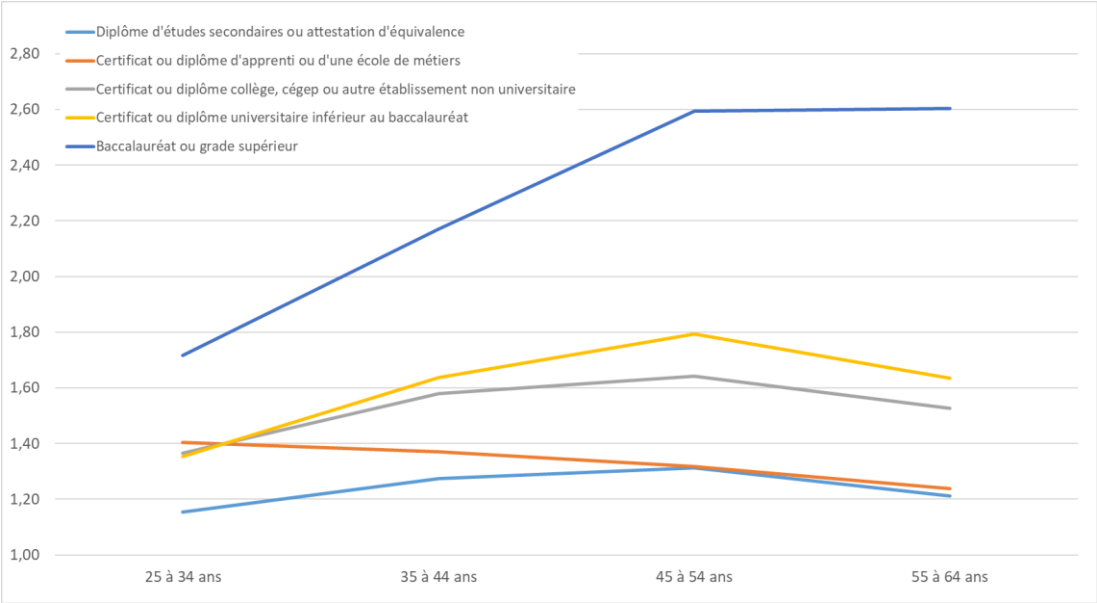
Source : Statistique Canada. Tableau 98-10-0400-01 *Situation d'activité, selon le plus haut niveau de scolarité* : Canada, provinces et territoires, divisions de recensement et subdivisions de recensement

La figure 10 reprend les données du tableau A2 (en annexe) pour le Québec en calculant le ratio du revenu d'emploi moyen de chaque niveau d'éducation, par tranche d'âge, par rapport à celui des individus sans diplôme (sur une base de 1, où 1= revenu des individus sans diplôme). Elle permet de constater visuellement que l'écart de revenus avec les décrocheurs tend à s'élargir avec l'âge, pour s'amenuiser quelque peu entre 55 et 64 ans. Une interprétation de cet écart grandissant avec l'âge s'explique par la plus grande

capacité des individus ayant une meilleure éducation de cheminer professionnellement, leur permettant d'atteindre de plus hauts niveaux d'avancement de carrière, de salaire, de prime, de performance et/ou de promotion. Comme ce désavantage monétaire entre les décrocheurs et les diplômés n'est pas constant selon l'âge, il faut tenir compte de cette progression dans notre calcul du coût économique, comme le souligne Fortin (2016).

Figure 10. Ratio du revenu d'emploi moyen de la population avec diplôme par rapport au celui de la population sans aucun certificat, diplôme ou grade, par tranche d'âge, au Québec, données de 2020 actualisées en valeur de 20 24[1]

Calculé sur une base de 1, où 1= revenu des individus sans diplôme



[1] Actualisation des données sur la base du déflateur du PIB, obtenu de Statistique Canada.
Source : Statistique Canada, *Tableau 37-10-0152-01, Revenu d'emploi moyen, selon le groupe d'âge et le plus haut certificat, diplôme ou grade*.

Nous exploitons donc cette structure de la population par niveau de diplôme et par tranche d'âge et les données du tableau 6 pour estimer l'écart moyen pondéré entre le revenu d'emploi annuel des décrocheurs et celui des individus ayant un diplôme. Nous procédons selon deux méthodes.

3.1 Méthode A — Fortin (2016)

La première méthode — que nous appellerons la méthode A — suit celle de Fortin (2016) qui estime la différence de revenus entre les individus sans aucun certificat, diplôme ou grade et ceux ayant obtenu un DES ou une attestation équivalente. En d'autres termes, Fortin (2016) évalue le coût de ne pas terminer le secondaire. Cependant, il ne précise pas s'il inclut dans ce calcul le revenu des individus ayant obtenu un certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers, qui sont généralement associés à un DEP au Québec. Puisque le DES et le DEP sont considérés comme étant de niveau équivalent dans le parcours éducatif, nous calculons un revenu moyen pondéré pour l'ensemble des DES

et des DEP à Beauharnois-Salaberry. Pour ce faire, on pondère le revenu moyen des individus ayant un DES ou un certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers par respectivement la proportion de la population de Beauharnois-Salaberry de 15 à 64 ans ayant un emploi et ayant obtenu un DEP ou un DES, par tranche d'âge[8].

Tableau 8. Calcul de l'écart de revenu d'emploi moyen à Beauharnois-Salaberry, 2024

Revenu d'emploi moyen annuel	15—24 ans	25—34 ans	35—44 ans	45—54 ans	55—64 ans	Total 15-64 ans (moyenne pondérée [1])
1 Aucun certificat, diplôme ou grade	14 751 $	40 028 $	37 909 $	43 560 $	39 227 $	36 338 $
2 Moyenne pondérée des DES-DEP[2]	25 071 $	47 475 $	58 910 $	57 374 $	48 910 $	48 761 $
3 Moyenne pondérée des diplômés [3]	25 696 $	51 253 $	66 099 $	66 865 $	53 750 $	54 110 $
Écarts						
4 Différence de revenu — À	10 319 $	7 447 $	21 002 $	13 814 $	9 683 $	12 423 $
5 Différence de revenu — B	10 945 $	11 225 $	28 191 $	23 305 $	14 523 $	17 771 $

[1] Pondérée selon la proportion de la population dans chaque tranche d'âge.
[2] Pondérée selon la répartition du nombre d'individus par diplôme dans le total de la population de 15 à 64 ans ayant un DES ou un certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers.
[3] Pondérée selon la répartition du nombre d'individus par niveau d'études dans le total de la population de 15 à 64 ans ayant un certificat, diplôme ou grade.
Source : calculs de l'auteur.

Le tableau 8 reporte à la ligne 1 les données du tableau 6 sur le revenu d'emploi moyen des individus sans aucun certificat, diplôme ou grade. La ligne 2 correspond au revenu moyen pondéré pour les DES-DEP calculé selon la démarche du précédent paragraphe. La différence de revenus entre les deux est indiquée à la ligne 4 par tranche d'âge. En pondérant ces écarts par la part de la population de 15 à 64 ans de Beauharnois-Salaberry par tranche d'âge respective[9], on obtient un écart moyen pondéré de 12 423 $ par année par décrocheur à Beauharnois-Salaberry, pour toute la population âgée de 15 à 64 ans. Cet écart moyen pondéré est plus élevé que ce que celui que nous avons estimé pour l'ensemble du Québec (voir tableau A3 en annexe), soit 11 093 $. Ceci s'explique par le fait que le revenu moyen des individus ayant un DES-DEP est plus élevé à Beauharnois-Salaberry que dans l'ensemble du Québec.

Les données du tableau 8 permettent aussi de calculer la perte économique d'un décrocheur sur l'ensemble de sa carrière. En supposant une carrière étendue sur 44 ans

[8] $\text{Revenu moyen pondéré des DES} - \text{DEP} = \sum^{k} (\text{Revenu d'emploi moyen du diplôme k} * \text{Proportion de la population ayant un emploi et ayant obtenu le diplôme k dans le total des DES} - \text{DEP})$ où *k* correspond à l'un des deux niveaux, soit aucun certificat, diplôme ou grade, soit certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers.

[9] Cet écart moyen pondéré est obtenu de la façon suivante : on calcule d'abord la différence entre le revenu d'emploi des individus sans aucun certificat, diplôme ou grade et ceux ayant obtenu un diplôme d'études secondaires ou une attestation équivalente. Par la suite, on effectue la somme de ces écarts multipliés par la proportion de la population de 15 à 64 ans ayant un emploi dans chacune des tranches d'âge respectives pour obtenir un écart moyen pondéré 11 546 $ par année par décrocheur. $\text{Écart moyen pondéré} = \sum^{i} (\text{Écart de revenu dans la tranche d'âge i} * \text{Proportion de la population ayant un emploi dans la tranche d'âge i})$ où *i* correspond à l'une des cinq tranches d'âge.

(de 20 à 64 ans)[10], en appliquant les écarts de revenus par la tranche d'âge de la ligne 4, et en actualisant les valeurs dans le temps (en supposant un taux de croissance annuel des revenus de 1 %[11]), la différence pour la méthode A s'élève à 692 428 $ au terme de la carrière d'un décrocheur à Beauharnois-Salaberry [12].

Ce montant peut s'interpréter comme étant une perte potentielle de revenus pour les décrocheurs, ce que Développement des ressources humaines Canada (2002) appelle le « potentiel latent » des jeunes. Cette valeur de 692 428 $ est cohérente avec les estimations de Fortin (2016)[13] lorsqu'ajustée pour l'inflation. Notons qu'il s'agit d'un coût brut, excluant les coûts reliés à la poursuite des études (frais de scolarité, matériel scolaire, achat de livres, revenus d'emploi sacrifiés pendant les études, etc.) pour les diplômés (Hankivsky, 2008).

3.2 Méthode B

La méthode de Fortin (2016) comparant le revenu des individus sans diplôme avec uniquement les diplômés d'études secondaires repose sur une hypothèse a minima puisqu'un individu ayant obtenu un DES ou un DEP pourrait potentiellement poursuivre ses études au cégep ou à l'université, lui permettant d'atteindre un niveau de revenus plus élevé en moyenne. On ne peut déterminer quel aurait été le cheminement scolaire final d'un décrocheur si cet individu avait obtenu au moins un DES ou un DEP. Pour tenir compte de cette situation, on utilise une deuxième méthode d'estimation — que nous appellerons la méthode B — consistant à estimer un revenu d'emploi moyen pondéré pour l'ensemble des diplômés, par tranche d'âge. Pour ce faire, on pondère le revenu moyen de chaque niveau de diplôme par la part de la population ayant un emploi et ayant obtenu ce diplôme dans le total des diplômés ayant un emploi par tranche d'âge[14]. Ces revenus moyens pondérés des diplômés par tranche d'âge sont inscrits à la ligne 3 du tableau 8. En pondérant ensuite ces montants par la répartition de la population ayant un emploi de 15 à 64 ans à Beauharnois-Salaberry dans chacune de ces tranches d'âge, on obtient un écart moyen pondéré de 17 771 $ par année et par décrocheur à Beauharnois-Salaberry. Cet écart moyen pondéré est cette fois-ci inférieur à ce que nous avons calculé en utilisant les données pour l'ensemble du Québec (voir tableau A3 en

[10] Si un individu est décrocheur, il est potentiellement disponible pour un emploi à temps plein à 20 ans. Il y a certainement des décrocheurs débutant leur carrière avant cet âge, mais cela s'équilibre par le fait qu'un certain nombre d'entre eux partiront en préretraite avant 65 ans. Le chiffre de 44 ans de carrière est donc une moyenne.

[11] C'est une hypothèse assez conservatrice.

[12] En comparaison, on obtient un montant de 631 085 $ par décrocheur au Québec en utilisant les chiffres pour l'ensemble de la province.

[13] Nos estimations diffèrent quelque peu de celles de Fortin (2016) pour trois raisons : 1) il utilise des données de 2011 basées sur l'Enquête nationale auprès des ménages de Statistique Canada alors que nous utilisons les données de 2020 (les plus récentes disponibles) ; 2) les estimations de Fortin (2016) sont réalisées pour l'année 2016, et les nôtres pour 2024, en actualisant les données de 2020 ; 3) Fortin (2016) utilise des hypothèses différentes sur l'âge de diplomation des individus.

[14] $\text{Revenu moyen pondéré des diplômés} = \sum^{k} (\text{Revenu d'emploi moyen du diplôme k} * \text{Proportion de la population ayant un emploi et ayant obtenu le diplôme k dans le total des diplômés})$ où k correspond à l'un des cinq niveaux de diplôme.

annexe), soit 24 314 $. Ceci s'explique par le fait que les salaires des diplômés collégiaux et universitaires sont légèrement plus faibles en moyenne à Beauharnois-Salaberry que dans l'ensemble du Québec, ce qui réduit la différence de salaire avec les personnes sans diplôme.

Il y a donc une situation paradoxale dans la MRC. D'une part, le salaire moyen des DES-DEP est légèrement plus avantageux dans la MRC relativement à l'ensemble du Québec, ce qui creuse l'écart avec les personnes sans diplôme. D'autre part, le salaire moyen des détenteurs d'un diplôme de cégep ou d'université est plus élevé dans la MRC relativement à l'ensemble du Québec, ce qui réduit l'écart avec le salaire des personnes sans diplôme. Ceci nous laisse croire que la structure industrielle de la MRC est plutôt tournée vers des métiers liés à des diplômes de DES-DEP. Cette hypothèse sera confirmée dans le chapitre 5.

Selo cette méthode B, en utilisant le même calcul que précédemment pour obtenir la valeur de la perte totale sur l'ensemble d'une carrière de 44 ans, on obtient une perte de 1 013 382 $ par décrocheur à Beauharnois-Salaberry [15].

Qu'il s'agisse de la méthode A ou de la méthode B, nos estimations représentent un fort impact sur l'actif financier des décrocheurs.

Pour le gouvernement, avec un taux d'imposition moyen de 16,4 % (y compris l'imposition fédérale et provinciale) au Québec[16], cette différence de revenus donne une perte moyenne de recettes d'impôts variant de 2 037 $ (méthode A) à 2 915 $ (méthode B) annuellement par décrocheur à Beauharnois-Salaberry, soit respectivement un manque à gagner en recettes d'impôts pour le gouvernement de 113 558 $ à 166 195 $ (en valeur actualisée) par décrocheur au total sur un cycle de 44 ans. Il s'agit d'une perte brute, excluant les coûts reliés aux dépenses publiques supplémentaires en éducation si les décrocheurs avaient poursuivi leurs études.

3.3 Perte économique totale régionale

À partir de ces calculs de l'écart de revenus d'emploi, nous pouvons estimer la perte économique totale pour l'ensemble des non-diplômés de Beauharnois-Salaberry pour l'année 2024. Il y a toutefois une petite difficulté à résoudre. Les données les plus récentes de Statistique Canada sur la population et les revenus d'emploi par tranche d'âge et par RA datent de 2020. Les données monétaires peuvent être actualisées en valeur de 2024 en utilisant le déflateur du PIB, mais pour évaluer le nombre de non-diplômés dans

[15] En comparaison, on obtient un montant de 1 441 716 $ par décrocheur au Québec en utilisant les chiffres pour l'ensemble de la province.

[16] Statistique Canada. *Tableau 11-10-0054-01. Taux d'imposition effectifs individuels fédéraux et provinciaux*. Ce taux peut paraître faible, mais c'est une moyenne pour l'ensemble de la population du Québec, y compris les contribuables dont les revenus sont trop faibles pour verser de l'impôt sur les revenus, un cas de figure qui risque de s'appliquer à une part importante de décrocheurs, comme démontré dans la section 2.1 sur le marché de l'emploi.

la région, nous n'avons pas de donnée plus récente sur le nombre de personnes par tranche d'âge et par diplôme.

Tableau 9. Répartition de la population n'ayant aucun certificat, diplôme ou grade, par tranche d'âge

Données de l'ISQ

Population n'ayant aucun certificat, diplôme ou grade au sein des 25-64 ans

Montérégie	
Nombre total en 2020	102 300
Nombre total en 2023	90 700
Facteur de décroissance	-11,34 %

Données de Statistique Canada

Répartition de la population n'ayant aucun certificat, diplôme ou grade au sein de la population des 15-64 ans

Beauharnois-Salaberry	**15—24 ans**	**25—34 ans**	**35—44 ans**	**45—54 ans**	**55—64 ans**	**Total**
Nombre en 2020	2 615	1 485	1 010	1 290	2 350	8 750
Nombre en 2024 estimé par l'auteur [1]	1 021	1 317	895	1 144	2 084	6 460

[1] Pour les tranches d'âge de 25 à 64 ans : nombre total de personnes n'ayant aucun certificat, diplôme ou grade en 2020 (données Statistique Canada), réduit d'un facteur de décroissance de 11,34 % reflétant la baisse de la population de 25 à 64 ans sans diplôme entre 2020 et 2024 (données ISQ). Pour la tranche d'âge 15-24 ans : nombre de personnes de 15 à 19 ans et de 20 à 24 ans n'ayant aucun certificat, diplôme ou grade en 2020 dans la région (données Statistique Canada), moins le facteur de décroissance. Pour les 20-24 ans, ce nombre est conservé. Pour les 15-19 ans, nous retenons 21,13 % du nombre obtenu, soit le taux de sorties sans diplôme ni qualification à Beauharnois-Salaberry. La somme de ces deux valeurs est finalement effectuée pour obtenir le nombre total de personnes âgées de 15 à 24 ans n'ayant aucun certificat, diplôme ou grade.
Sources : Statistique Canada. Tableau 98-10-0400-01 *Situation d'activité, selon le plus haut niveau de scolarité* : Canada, provinces et territoires, divisions de recensement et subdivisions de recensement ; Institut de la statistique du Québec, Répartition de la population de 25 à 64 ans selon le plus haut niveau de scolarité atteint, la région administrative ; calculs de l'auteur.

Cependant, l'Institut de la Statistique du Québec publie des données de 2024 sur le nombre de personnes par diplôme et par RA, mais elles ne s'appliquent qu'au total de la population âgée de 25 à 64 ans, sans avoir de répartition par tranche d'âge[17]. Ceci signifie également que nous n'avons pas d'estimation pour la tranche d'âge des 15-24 ans. Nous n'avons pas non plus de données plus récentes pour les MRC. Les données de 2024 pour la Montérégie sont présentées dans la partie supérieure du tableau 9. On voit que le nombre de personnes en Montérégie n'ayant aucun certificat, diplôme ou grade est passé de 102 300 en 2020 à 90 700 en 2024, soit une baisse de 11,34 %. En l'absence de données détaillées plus récentes pour Beauharnois-Salaberry, nous appliquons ce facteur de décroissance aux données de 2020 de Statistique Canada par tranche d'âge pour refléter cette baisse de la population sans diplôme entre 2020 et 2024[18]. Dans la partie inférieure

[17] Ce choix s'explique par le fait qu'une part importante de la population de 15 à 24 ans est encore aux études.
[18] Puisque le taux de décrochage scolaire varie d'une année à l'autre, la répartition de la population sans diplôme en 2024 risque d'être différente de celle de 2020. Mais nous n'avons pas d'autres moyens d'estimer cette répartition pour 2024.

du tableau 9, la première ligne indique le nombre de personnes sans diplôme par tranche d'âge en 2020, selon Statistique Canada à Beauharnois-Salaberry. La deuxième ligne applique ce facteur de décroissance pour obtenir une estimation en 2024, pour toutes les tranches d'âge sauf les 15-24 ans.

Pour les 15-24 ans, il est probable qu'une part d'entre eux n'aient pas encore terminé leur DES ou DEP. Ils ne peuvent donc être comptabilisés comme des décrocheurs tant qu'ils sont toujours inscrits dans une institution d'enseignement. Pour tenir compte de cette situation, nous utilisons les données de 2020 à Beauharnois-Salaberry sur les 15-24 ans, qui sont disponibles pour deux tranches d'âge, soit les 15-19 ans et les 20-24 ans. Tout d'abord, le facteur de décroissance de 11,34 % est appliqué à ces deux nombres. Pour les 20-24 ans, ce nombre est conservé. Pour les 15-19 ans, nous prenons une proportion de 21,13 % du nombre, correspondant au taux de sorties sans diplôme ni qualification à Beauharnois-Salaberry en 2022-2023 (donnée la plus récente, voir figure 1). Autrement dit, parmi les 15-19 ans, on estime la proportion de décrocheurs, les autres devant être en principe encore aux études ou ayant obtenu au moins un DES. Le nombre ainsi estimé pour les 15-19 ans est ajouté au nombre des 20-24 ans pour obtenir le nombre total de personnes âgées de 15 à 24 ans n'ayant aucun certificat, diplôme ou grade. C'est ce chiffre qui est indiqué dans la deuxième ligne de la partie inférieure du tableau 9 pour les 15-24 ans.

Pour obtenir enfin la perte économique totale pour Beauharnois-Salaberry, nous multiplions l'écart moyen de revenus d'emploi par tranche d'âge (ligne 4 ou 5 du tableau 8) par le nombre de personnes sans diplôme par tranche d'âge (dernière ligne du tableau 9) et nous effectuons la somme de ces montants. Ainsi, la perte totale de revenus à Beauharnois-Salaberry varie de 70,3 millions de dollars (méthode A) à 101,8 millions de dollars (méthode B) annuellement. Les individus sans diplôme gagnant en moyenne un salaire nettement moins élevé que les autres, cet effet représente l'équivalent d'une richesse perdue au niveau régional. En ce sens, on peut interpréter ce montant comme étant une perte de PIB, c'est-à-dire de potentiel économique pour la région. C'est une estimation minimale, car elle exclut l'effet multiplicateur du PIB (effets directs, indirects et induits).

3.4 Impact économique total

Pour l'estimation des autres coûts du décrochage, nous nous basons sur l'étude d'Hankivsky (2008) qui a été réalisée dans le contexte canadien. Cette auteure estime le coût économique annuel par décrocheur pour différents impacts (tableau 10). Plus précisément, il s'agit des coûts moyens supplémentaires que le gouvernement doit défrayer annuellement par décrocheur. Puisque l'étude date de 2008, nous avons actualisé les estimations d'Hankivsky (2008) en dollars de 2024[19] dans la colonne de droite du tableau 10.

[19] Pour ce faire, nous avons utilisé le déflateur du PIB. Source : Statistique Canada.

À partir des chiffres calculés par Hankivsky (2008), nous pouvons obtenir une estimation du coût total par année pour l'ensemble de la région en multipliant chaque item listé dans le tableau 10 par le nombre total de décrocheurs estimé à Beauharnois-Salaberry (dernière ligne du tableau 9).

Tableau 10. Estimation du coût économique annuel du décrochage scolaire, par décrocheur, selon l'étude d'Hankivsky (2008)

	Estimation Hankivsky (2008)	Actualisation 2024
Santé (coût privé)	8 098 $	12 234 $
Aide sociale (coût public)	4 230 $	6 390 $
Criminalité (coût public)	224 $	338 $
Main-d'œuvre et emploi		
Revenus d'assurance-emploi perdus		
Primes — revenus d'assurance-emploi perdus (coût public)	68 $	103 $
Coût d'assurance-emploi (coût public)	2 767 $	4 180 $

Remarque : Données actualisées en utilisant le déflateur du PIB. Source : Statistique Canada.

Le détail de ce calcul est présenté dans le tableau 11 ci-dessous et explicité ci-dessous :

Revenus d'emploi perdus. Nous reprenons le calcul estimant l'écart de revenus d'emploi moyen entre les décrocheurs et les individus avec diplômes que nous avons calculé précédemment. Hankivsky (2008) présente aussi une estimation des revenus perdus en raison de la plus faible rémunération en moyenne des décrocheurs. Cependant, nous préférons utiliser notre approche sur la base des données exactes de Statistique Canada sur le revenu d'emploi moyen. Pour Beauharnois-Salaberry, nous avons calculé que cette perte de revenus d'emploi au total varie de 70,3 millions de dollars (méthode A) à 101,8 millions de dollars (méthode B) annuellement.

Recettes d'impôts perdues. Avec un taux d'imposition moyen de 16,4 %, y compris l'imposition fédérale et provinciale, cette perte de revenus donne une perte de recettes d'impôts variant de 2 037 $ (méthode A) à 2 915 $ (méthode B) par décrocheur et par année, soit un total variant de 11,5 (méthode A) à 16,7 (méthode B) millions de dollars pour Beauharnois-Salaberry annuellement.

Primes d'assurance-emploi. Cet écart de revenus ou le fait de ne pas travailler (individus en chômage ou inactifs) donne aussi lieu à une perte de recettes provenant des primes d'assurance-emploi qui auraient pu être collectées sur ces revenus. Hankivsky (2008) estime cette perte à 103 $ (en valeur actualisée de 2024) par décrocheur et par année, soit un total de 663 679 $ pour Beauharnois-Salaberry annuellement.

Coût d'assurance-emploi. En raison de la plus grande prévalence du chômage chez les décrocheurs, il y a un coût supplémentaire en versements de prestations d'assurance-emploi. Hankivsky (2008) calcule ce coût à 4 180 $ (en valeur actualisée de

2024) par décrocheur et par année, soit un total de 27 millions de dollars pour Beauharnois-Salaberry annuellement.

Coût de santé. Cette estimation fait référence au plus grand risque de développer des problèmes de santé au sein des décrocheurs. Hankivsky (2008) estime le coût privé (à la charge des individus) en dépenses de santé à 12 234 $ par décrocheur et par année (en valeur actualisée de 2024), mais puisque le Québec dispose d'un système public de santé, nous utiliserons cette estimation comme approximation du coût supplémentaire en dépenses publiques de santé liées au décrochage. Cela totalise un coût de 79 millions de dollars à Beauharnois-Salaberry annuellement.

Aide sociale et criminalité. Hankivsky (2008) donne aussi une approximation des coûts d'aide sociale et des coûts liés à la criminalité, soit respectivement 6 390 $ et 338 $ par décrocheur et par année (en valeur actualisée de 2024). Ces conséquences représentent un coût total respectivement de 41,3 millions de dollars et de 2,2 millions de dollars à Beauharnois-Salaberry annuellement.

Tableau 11. Estimation du coût total du décrochage scolaire à Beauharnois-Salaberry, par année

	Par décrocheur	Total régional (millions de dollars)
Perte de potentiel économique		
Revenus d'emploi perdus pour les décrocheurs (calculs des auteurs)		
— Équivalant à une perte de PIB potentiel		
Méthode A	12 423 $	70,3 $
Méthode B	17 771 $	101,8 $
Coûts liés aux revenus et au travail		
Recettes d'impôts perdues (calculs des auteurs)		
Méthode A	2 037 $	11,5 $
Méthode B	2 915 $	16,7 $
Primes d'assurance-emploi perdues (Hankivsky, 2008)	103 $	0,7 $
Coût d'assurance-emploi (Hankivsky, 2008)	4 180 $	27,0 $
Autres coûts (Hankivsky, 2008)		
Coût de santé	12 234 $	79,0 $
Aide sociale	6 390 $	41,3 $
Criminalité	338 $	2,2 $
Total pour le gouvernement		
Méthode A	**25 283 $**	**161,7 $**
Méthode B	**26 160 $**	**166,9 $**
Impact économique total		
Méthode A	**35 669 $**	**220,5 $**
Méthode B	**41 017 $**	**252,0 $**

Total pour le gouvernement. Le coût total incombant au gouvernement indiqué dans le tableau 11 inclut donc la perte de recettes d'impôts et de primes d'assurance-emploi, les coûts en prestations d'assurance-emploi, les coûts de santé, les dépenses d'aide sociale et les coûts liés à la criminalité. Pour Beauharnois-Salaberry, ce coût s'élève à 161,7 millions de dollars par année selon la méthode A et à 166,9 millions de dollars selon la méthode B. Par habitant de 15 ans et plus, ceci représente une charge supplémentaire équivalant à 2 604 $ (méthode A) ou à 2 687 $ (méthode B) par année.

Impact économique total. Ce total correspond à la somme de la perte de potentiel économique pour la région et le coût total pour le gouvernement, excluant les recettes d'impôts perdues pour éviter la double comptabilisation. L'impact économique total pour Beauharnois-Salaberry se chiffre donc à 220,5 millions de dollars par année pour la méthode A et à 252 millions de dollars pour la méthode B.

Afin de présenter un ordre de grandeur, cet impact économique total à Beauharnois-Salaberry représente, par habitant de 15 ans et plus et par année, un montant de 3 550 $ (méthode A) ou de 4 057 $ (méthode B).

3.4 Impact économique par MRC

À titre comparatif, nous présentons dans le tableau 12 les estimations de l'impact économique du décrochage scolaire obtenues pour certaines MRC dans le cadre de précédents projets avec d'autres régions administratives, ainsi que les estimations pour l'ensemble du Québec.

Il y a trois aspects expliquant les différences que l'on note dans ce tableau 12. Premièrement, la taille de la population de la région détermine une bonne partie de l'ampleur de l'impact : plus une région est populeuse, plus le nombre de personnes sans diplôme y sera proportionnellement plus élevé. Dans le tableau 12, on voit d'ailleurs que l'impact économique total (dernière colonne) évolue essentiellement en fonction de la taille de la population de la région. Puisque la population de Beauharnois-Salaberry est relativement importante par rapport aux autres MRC analysées, l'impact économique y est plus élevé. C'est pourquoi, dans le tableau 13, nous présentons l'ampleur de l'impact économique par habitant de 15 ans et plus afin de tenir compte de la taille des régions.

Tableau 12. Estimation du coût annuel du décrochage scolaire par décrocheur, par territoire

	Pop. 15 ans et +	Perte de potentiel économique — Revenus d'emploi perdus		Total pour le gouvernement		Impact économique total	
		Méthode A	Méthode B	Méthode A	Méthode B	Méthode A	Méthode B
Pontiac	12 675	9,9	15,9	42,5	43,5	50,8	56,7
Bécancour	18 832	11,5	24,5	38,1	40,2	47,6	60,6
Témiscamingue	13 910	20,6	26,2	43,1	44	60,2	65,9

L'Érable	20 578	12,8	20,6	53,8	55,1	64,5	72,3
Nicolet-Yamaska	20 622	14	25,1	49,5	51,3	61,2	72,3
Vallée-d.-l.-Gatineau	18 644	20,1	33,1	59,8	62	76,6	89,6
Abitibi-Ouest	17 284	29,9	35,2	62,2	63,1	87,3	92,6
Papineau	23 407	19,1	35	63,7	66,3	79,7	95,6
Abitibi	21 119	26	39,3	65,8	67,9	87,5	100,8
Rouyn-Noranda	36 335	32,7	60,1	92,6	97	119,9	147,3
Collines-d.-l'Outaouais	46 532	31,6	88,2	93,8	103,1	120,2	176,8
Arthabaska	65 491	43,7	94,5	152,3	160,6	188,8	239,6
La Vallée-de-l'Or	36 682	76,3	122,1	136,6	144,1	200,4	246,2
Beauharnois-Salaberry	**62 111**	**70,3**	**101,8**	**161,7**	**166,9**	**220,5**	**252,0**
Drummond	96 096	66,9	137,6	232,6	244,2	288,5	359,3
Abitibi-Témiscamingue	125 330	180,9	280,3	399,5	415,8	550,7	650,1
Centre-du-Québec	221 619	149	305,1	526,3	551,9	650,9	807,0
Gatineau	247 633	218,1	465,5	493,8	534,4	676,1	923,6
Outaouais	348 891	306,2	695,7	753,8	817,6	1 010	1 399
Ensemble du Québec	7 488 693	6 032	14 063	15 325	16 642	20 367	28 398

Deuxièmement, plus la proportion de personnes sans diplôme est grande, plus le nombre de personnes sans diplôme est élevé, ce qui augmente mécaniquement l'impact. Par exemple, dans la MRC de l'Érable, malgré une population relativement petite, l'impact total par habitant (tableau 13) est plus important en raison d'une part plus élevée de personnes sans diplôme. Troisièmement, plus les écarts de revenus entre les personnes sans diplôme et les diplômés sont élevés, plus l'impact économique sera grand, en fonction des niveaux de revenus d'emploi moyen dans chaque MRC, par diplôme et par tranche d'âge. C'est par exemple le cas en Abitibi-Témiscamingue, région dans laquelle le salaire moyen est très élevé (en raison de la présence des grandes minières notamment), même pour des personnes faiblement diplômées. Il y a donc un écart salarial important, en moyenne, entre les personnes sans aucun diplôme et les diplômés, ce qui accroit l'impact économique total par habitant.

Tableau 13. Estimation du coût total annuel du décrochage scolaire, par habitant de 15 ans et plus, par territoire, 2024

	% sans diplôme	Écarts de revenu Méthode B	Coût total pour le gouvernement		Impact économique total	
			Méthode A	Méthode B	Méthode A	Méthode B
Bécancour	13,0 %	17 624 $	2 021 $	2 135 $	2 530 $	3 220 $
Collines-d.-l'Outaouais	10,8 %	25 377 $	2 015 $	2 215 $	2 584 $	3 800 $
Ensemble du Québec	10,9 %	24 187 $	2 046 $	2 222 $	2 720 $	3 792 $
Gatineau	10,4 %	25 741 $	1 994 $	2 158 $	2 730 $	3 730 $
Arthabaska	15,9 %	16 826 $	2 325 $	2 453 $	2 883 $	3 659 $
Outaouais	11,7 %	25 347 $	2 160 $	2 344 $	2 894 $	4 011 $
Centre-du-Québec	15,3 %	19 703 $	2 375 $	2 490 $	2 937 $	3 641 $
Nicolet-Yamaska	15,9 %	25 478 $	2 399 $	2 488 $	2 968 $	3 505 $
Drummond	14,8 %	16 397 $	2 421 $	2 542 $	3 003 $	3 738 $
L'Érable	17,4 %	17 896 $	2 616 $	2 678 $	3 135 $	3 516 $
Rouyn-Noranda	14,0 %	17 624 $	2 547 $	2 671 $	3 300 $	4 053 $
Papineau	17,5 %	13 901 $	2 722 $	2 833 $	3 405 $	4 083 $
Beauharnois-Salaberry	**13,0 %**	**17 771 $**	**2 604 $**	**2 687 $**	**3 550 $**	**4 057 $**
Pontiac	21,7 %	10 036 $	3 352 $	3 429 $	4 009 $	4 476 $
Vallée-de-la-Gatineau	20,0 %	14 510 $	3 209 $	3 323 $	4 109 $	4 807 $

Abitibi	17,6 %	16 397 $	3 114 $	3 217 $	4 143 $	4 772 $
Témiscamingue	17,8 %	17 896 $	3 095 $	3 162 $	4 330 $	4 739 $
Abitibi-Témiscamingue	17,8 %	19 703 $	3 188 $	3 318 $	4 394 $	5 187 $
Abitibi-Ouest	22,4 %	16 826 $	3 601 $	3 652 $	5 048 $	5 357 $
Vallée-de-l'Or	19,7 %	25 478 $	3 724 $	3 929 $	5 462 $	6 712 $

Pour donner un exemple de ces différences, nous pouvons comparer Beauharnois-Salaberry à la MRC d'Arthabaska qui ont toutes les deux des populations équivalentes (respectivement 62 111 et 65 491). Même avec la population un peu plus faible de Beauharnois-Salaberry, l'impact économique total (de 220,5 à 252 M$) y est plus important que dans Arthabaska (de 188,8 à 239,6 $M). Ceci s'explique par deux motifs. Premièrement, la structure des salaires dans Arthabaska est beaucoup plus faible en moyenne que dans Beauharnois-Salaberry. Les écarts de salaires entre personnes sans diplôme et les diplômés sont donc moins importants dans Arthabaska (de 8 083 $ à 16 332 $ en moyenne) que dans Beauharnois-Salaberry (de 12 423 $ à 17 771 $). Deuxièmement, la proportion de la population sans diplôme à Arthabaska (14,8 %) est plus élevée que dans Beauharnois-Salaberry (13 %), ce qui augmente l'impact.

Chapitre 4. Impacts sur le développement économique régional

Le développement socio-économique d'une région s'appuie sur une série de leviers économiques reconnus comme tels par la littérature scientifique en économie et en sciences régionales. On peut évoquer plus particulièrement l'innovation et la créativité, la productivité, l'entrepreneuriat, l'éducation et la formation de la main-d'œuvre, l'attractivité régionale et la mobilisation régionale.

Dans cette section, nous tenterons de démontrer comment un grand nombre de décrocheurs dans une région peut avoir des effets négatifs sur chacun de ces leviers, limitant ainsi le potentiel de développement régional.

Les impacts du décrochage scolaire sur ces leviers sont difficilement mesurables et non immédiatement perceptibles. Rappelons-nous que le terme « levier » fait référence au fait qu'un changement affectant ces différents éléments peut avoir un effet multiplicateur sur l'économie et que le décrochage scolaire pourrait causer des effets substantiels et cumulatifs, à moyen et à long terme, sur la situation socio-économique d'une région.

L'approche par les leviers économiques est assez originale puisque, au meilleur de nos connaissances, aucune étude portant sur les coûts économiques du décrochage n'adopte cette perspective.

La présente section traite des liens théoriques entre le décrochage scolaire et chacun de ces leviers. Dans la section suivante, nous tracerons un portait socio-économique de Beauharnois-Salaberry afin de tenter d'illustrer ces relations sur la base de diverses statistiques. L'objectif est de déterminer si l'ampleur du décrochage scolaire dans la MRC — tel que décrit dans le chapitre 1 — peut être mise en relation avec l'état de sa situation économique.

4.1 Innovation et créativité

L'innovation est au cœur de la croissance économique. On reconnaît quatre types d'innovation (OCDE, 2005) :

- De produit : innovation permettant le développement d'un nouveau produit ou service, l'amélioration d'un produit ou service ;
- De procédé : innovation permettant de réduire les coûts de production ou d'augmenter la productivité ;
- De commercialisation : innovation en matière de commercialisation, de distribution ou de marketing du produit ou du service ;
- D'organisation : innovation permettant d'optimiser la gestion et l'efficacité de l'organisation.

Par conséquent, l'innovation peut contribuer à la croissance d'une entreprise de trois façons :

1) Réaliser des gains de productivité, et ainsi réduire les coûts de production et augmenter les profits (innovation de procédé, de commercialisation et d'organisation). Un gain de productivité, en améliorant l'efficience du système de production, de la distribution ou de la gestion, permet de réduire le coût de production par unité ;
2) Développer un nouveau marché en développant un nouveau produit ou service (innovation de produit) ;
3) Créer de la valeur pour le client par une amélioration du produit ou du service (innovation de produit) ou par une méthode de commercialisation ou de marketing plus attractive (innovation de commercialisation), ce qui permet à l'entreprise de fidéliser sa clientèle, de se différencier des concurrents et d'augmenter ses prix et, par conséquent, son profit.

En d'autres mots, l'innovation crée de la valeur ajoutée pour une entreprise, soit en haussant sa marge bénéficiaire par la réduction des coûts de production ou par l'augmentation des prix, soit en bénéficiant d'une extension de son marché avec un nouveau produit/service ou du marketing innovant.

C'est pourquoi les entreprises innovantes tendent à bénéficier d'une plus forte croissance de leur chiffre d'affaires et exportent davantage (Bernard et autres, 1999). Une région où le niveau d'innovation est plus élevé connaîtra donc un développement économique plus important.

Les économistes estiment d'ailleurs que le principal déterminant de la croissance économique à long terme dans les pays occidentaux provient non pas de l'augmentation des ressources (l'exploitation des ressources naturelles ou la croissance de la population, par exemple), mais des gains de productivité et de l'innovation (Barro, 1991 ; Easterly et autres, 2001 ; Crafts et autres, 2021). Plusieurs études économiques établissent un lien entre le niveau d'éducation du capital humain et la croissance économique (Nelson et autres, 1966 ; Barro, 1991 ; Benhabib et autres, 2005).

Pour comprendre l'impact du décrochage scolaire sur l'innovation, il est d'abord utile de discuter du processus de créativité menant à l'innovation. Une innovation trouve nécessairement naissance dans une nouvelle idée. D'ailleurs, le dictionnaire Larousse définit l'innovation comme étant « un ensemble de processus qui se déroule depuis la naissance d'une idée jusqu'à sa matérialisation[20] ». Or, une idée naît toujours de la combinaison d'au moins deux autres idées ou de savoirs.

[20] Dictionnaire Larousse en ligne : larousse.fr/dictionnaires/francais/innovation/43196.

Puisque les idées sont immatérielles[21], elles peuvent se diffuser rapidement et facilement, au plus grand nombre, permettant de se combiner avec d'autres idées pour en créer de nouvelles, qui pourront à leur tour se combiner pour donner naissance à d'autres idées, et ainsi de suite (Romer, 1990). Il y a donc une croissance exponentielle de nouvelles idées, permettant une croissance exponentielle de l'innovation, et donc de la croissance économique (Lucas, 1988 ; Romer, 1990 ; Aghion et autres, 1998).

Au niveau régional, cette diffusion des idées se fait d'autant plus intensément qu'elle est facilitée par la proximité géographique, grâce aux contacts sociaux plus nombreux à cette échelle et à la qualité des échanges en face-à-face. L'idée développée par une entreprise donnée peut se diffuser aux autres entreprises, qui elles-mêmes utiliseront cette idée pour développer une nouvelle innovation, et ainsi de suite. C'est un effet « boule de neige » : plus il y a de création d'idées et d'innovation dans la région, plus grande sera la capacité d'innovation des organisations localisées dans la région (Romer, 1990 ; Audretsch, 2003). Le niveau d'éducation contribue à cette diffusion et à la transmission de l'information, permettant une meilleure compréhension et un traitement plus efficace de l'information transmise (Nelson et autres, 1966).

L'innovation surgit surtout lors de rencontres d'idées très hétérogènes. On peut prendre l'analogie du jeu de Lego : plus il y a de morceaux de tailles, de formes et de couleurs différentes, plus il est possible d'être créatif dans la construction de structures. Ainsi, une région où se diffuse une large diversité d'idées et de savoirs risque d'être d'autant plus innovante et créative.

L'innovation n'est pas restreinte aux professionnels travaillant dans des laboratoires ou en recherche et développement (R&D). Les sources d'innovation sont multiples et les nouvelles idées peuvent provenir de toute personne dans une organisation. Il peut s'agir par exemple d'un mécanicien faisant du « patentage » sur une machine pour en améliorer l'efficacité, un représentant des ventes qui propose des améliorations à un produit sur la base des commentaires de ses clients, une réceptionniste qui émet une idée de marketing, un graphiste qui pense à une idée de design pour un produit, ou un chef d'étage d'une usine qui propose une nouvelle façon de fonctionner. Plus les employés d'une organisation seront dans un état d'esprit incitant à la créativité, plus cette organisation sera innovante.

D'un point de vue individuel, la capacité à développer une nouvelle idée est en partie liée au niveau d'éducation. Principalement, elle dépend d'habiletés cognitives permettant d'identifier, de décoder, de comprendre, d'interpréter, d'analyser, de traiter et d'utiliser de l'information complexe. Le champ informationnel est de plus en plus large et complexe, et cela exige des compétences particulières pour identifier, dans ce magma

[21] En ce sens, les idées sont considérées comme des biens publics en économie. Elles sont non exclusives : sauf pour les idées protégées par brevet ou par propriété intellectuelle, il est difficile d'empêcher autrui d'utiliser une idée. Elles sont aussi non rivales : l'utilisation d'une idée par une personne n'empêche pas son utilisation par une autre personne. C'est pourquoi les idées se diffusent rapidement, au plus grand nombre.

d'information, un élément particulier ayant le potentiel de faire naître une nouvelle idée, et pour comprendre comment l'exploiter concrètement. L'éducation permet de développer ces habiletés de traitement de l'information (Oreopoulos et autres, 2011).

Nous avons aussi mentionné que l'innovation émergeait surtout de la combinaison d'idées très différentes. Ainsi, plus un individu détient de connaissances, plus il y a de chances que ces connaissances se combinent ou qu'elles soient fertilisées par des idées externes pour créer de nouvelles idées. Pour revenir à l'analogie du jeu de Lego, plus les pièces sont diverses, plus il est possible d'être créatif à l'intérieur de son propre jeu ou de pouvoir s'agencer avec la construction d'une autre personne. Une éducation plus avancée permet de développer le champ de connaissances des individus. La maîtrise de compétences en littératie et en numératie est évidemment cruciale dans plusieurs domaines de l'innovation, notamment en recherche et développement. Toutefois, la logique de la combinaison hétéroclite d'idées explique pourquoi la culture générale et l'acquisition de savoirs très variés sont aussi importantes pour développer une capacité d'innovation, même si ces apprentissages ne sont pas directement liés à la profession de l'individu. Plus les connaissances sont larges, plus on multiplie les chances de fertilisation créative croisée, comme autant de lignes de pêche jetées à la mer.

La capacité à développer de nouvelles idées dépend aussi de certaines prédispositions cognitives, telles que la curiosité, l'ouverture, la créativité et un mode de pensée hors des sentiers battus (*out-of-the-box thinking*) (Acosta et autres, 2013), mais aussi d'aptitudes telles que la capacité à apprendre et les habiletés de résolution de problèmes. Ce sont des éléments qui peuvent s'acquérir et s'affermir tout au long du parcours éducatif.

Enfin, la mise en œuvre d'innovations ou de nouvelles technologies dans une organisation exige une capacité d'adaptation et de la flexibilité cognitive de la part de la main-d'œuvre, et peut-être même certaines connaissances spécifiques. La main-d'œuvre plus éduquée dispose d'un avantage sur ce point.

Bref, une forte proportion de décrocheurs dans une organisation ou dans une région limite la propension de cette organisation ou de cette région à innover (Hanushek et autres, 2007), à être créative et à développer des idées, réduisant donc le potentiel de développement régional.

4.2 Productivité

La productivité d'une organisation — c'est-à-dire la capacité de ses ressources à produire une certaine quantité d'unités d'un produit ou d'un service — dépend notamment des compétences, du niveau de formation et des expertises de sa main-d'œuvre. Nous avons déjà mentionné que les décrocheurs, par manque de connaissances, de qualifications particulières et d'habiletés spécifiques, risquent d'afficher une productivité moindre que la main-d'œuvre diplômée (Heckman, 2004 ; Grossman, 2006 ; Hanushek et autres, 2007 ; Oreopoulos et autres, 2011 ; Belfield, 2014). Acosta et autres (2013) mentionnent aussi

que la main-d'œuvre plus éduquée se montre plus autonome dans son travail, nécessitant moins de supervision.

De leur côté, les gains de productivité impliquent l'adoption de nouvelles technologies, techniques, machines ou façons de faire (Acosta et autres, 2013). Des formations techniques peuvent être requises pour leur mise en œuvre. Or, tel qu'évoqué précédemment, le niveau d'éducation est un élément déterminant de la capacité d'adaptation de la main-d'œuvre à ces changements et aux innovations dans une organisation. De plus, il peut être plus difficile de suivre des formations spécifiques et des mises à niveau avec un plus faible niveau d'éducation. En d'autres mots, les investissements en formation continue et en développement du capital humain risquent d'être moins productifs chez des décrocheurs (Hankivsky, 2008). Enfin, nous avons relevé une plus faible capacité de la part des décrocheurs à développer des idées pouvant mener à des gains de productivité et à de l'innovation (Acosta et autres, 2013).

Autre phénomène affectant la productivité, l'importance croissante de l'innovation dans la vie des organisations modifie profondément la nature du travail. Les tâches deviennent de plus en plus complexes, diverses et moins routinières. Ceci exige de la part de la main-d'œuvre davantage de flexibilité et de qualifications, et de meilleures bases de connaissances technologiques (Badulescu et autres, 2016 ; Langlois, 2018).

Une forte prévalence de décrocheurs dans une région peut aussi engendrer des problèmes d'employabilité et d'appariement sur le marché du travail puisque les organisations rencontreront des difficultés à recruter de la main-d'œuvre disponible, qualifiée et correspondant aux exigences des postes ouverts (Développement des ressources humaines Canada, 2002 ; Hankivsky, 2008 ; Blaya, 2012 ; Langlois, 2018). Il peut aussi y avoir des problèmes d'insertion professionnelle des individus inactifs. Les conséquences de ces inefficiences du marché du travail pour les organisations se traduiront par des postes non comblés, des embauches sous-optimales, des pénuries de main-d'œuvre qualifiée et un plus fort taux de roulement du personnel, et par conséquent une baisse de leur productivité (Développement des ressources humaines Canada, 2002 ; Langlois, 2018).

Par contre, malgré l'absence d'éducation supérieure, certains décrocheurs pourraient tout de même avoir les facultés requises pour pourvoir certains postes. Or, le diplôme agit comme un « signal » (*signaling*) auprès des employeurs, qui l'interprètent comme étant un gage de compétence, peu importe les capacités réelles d'un individu (Carlson, 2013; De Witte et autres, 2017). Des décrocheurs compétents risquent donc d'être défavorisés dans l'obtention de ces postes, ou même tout simplement exclus du processus. On parle alors de « diplômanie » (crédentialisme) (Carlson, 2013) par lequel le diplôme revêt plus d'importance que les qualités réelles d'un individu dans les décisions d'embauche, alors que les apprentissages liés au diplôme ne sont pas nécessairement requis pour la réalisation des tâches du poste en question. Pour les entreprises, ce

phénomène donne lieu à une sous-utilisation des capacités de la main-d'œuvre, qui est une autre forme d'inefficacité pouvant affecter la productivité.

La figure 11 ci-dessous résume l'ensemble des liens entre le décrochage scolaire et la productivité, tant du point de vue organisationnel que sur le plan régional.

Figure 11. Relations entre le décrochage et la productivité

	Conséquences pour les décrocheurs		Conséquences pour les organisations		Conséquences régionales
Productivité et innovation	Déficit en… • Éducation • Formation • Compétences et qualifications • Connaissances générales	→	• Productivité au travail • Innovation • Créativité • Compréhension des nouvelles technologies • Capital humain plus faible	→	Perte de PIB
		→	• Investissement formation continue • Investissement capital humain	→	
Employabilité	• Appariement emploi • Insertion professionnelle • Efficience du marché du travail	→	• Postes non comblés • Embauches sous-optimales • Pénuries de main-d'œuvre qualifiée	→	Perte de productivité
	• Théorie du signal (*signaling*) • « Diplômanie » (crédentialisme)	→	• Sous-utilisation des capacités productives	→	

4.3 Entrepreneuriat

L'entrepreneuriat est synonyme de création d'emplois et d'activité économique. Il contribue donc au développement d'une région. La création d'une entreprise émerge toujours d'une nouvelle idée que l'entrepreneur souhaite exploiter, créant de la valeur ajoutée pour le consommateur : un nouveau produit, un design original, un mode de distribution inédit, un meilleur prix découlant d'une innovation dans le processus de production ou de commercialisation, etc. On en revient donc à notre discussion sur l'innovation et le processus de génération des idées : les individus ayant un plus haut niveau d'éducation disposeront possiblement de meilleures aptitudes, connaissances et prédispositions cognitives pour faire émerger de nouvelles idées menant à l'entrepreneuriat. De plus, avec un actif financier plus limité et une situation socio-économique plus précaire, il pourrait être plus difficile pour un décrocheur d'investir dans la création d'une nouvelle entreprise.

Sur le plan plus technique, la création d'entreprises exige la capacité à gérer et à développer une organisation : capacités de gestion, connaissances managériales,

tolérance aux risques, etc. Ce sont des aptitudes qui peuvent se développer avec un meilleur niveau d'éducation.

L'entrepreneur devra possiblement compter sur la disponibilité d'une main-d'œuvre compétente dans la région pour créer son entreprise. L'entrepreneuriat risque donc d'émerger plus difficilement dans un territoire ayant une forte part de décrocheurs dans sa population.

Par conséquent, une région où le décrochage scolaire est important risque de présenter un plus faible taux d'entrepreneuriat.

4.4 Attractivité régionale

La croissance d'une région peut aussi se réaliser sur des bases exogènes, soit par l'attraction de résidents, d'investisseurs, d'entreprises et d'entrepreneurs venant de l'extérieur. En particulier, l'attraction et la rétention de main-d'œuvre dans une région sont essentielles pour son développement et sa vitalité socio-économiques, surtout en contexte de pénurie de main-d'œuvre.

Or, un important taux de décrochage scolaire dans une région peut nuire à son image d'attractivité. Sur la base de la discussion de la section 2.3, une forte présence du décrochage scolaire dans une région peut se matérialiser par une plus forte prévalence de problèmes de pauvreté (création de « poches » de pauvreté territoriales), de santé physique et mentale, de comportements antisociaux et de criminalité sur son territoire. Nous avons aussi expliqué comment le décrochage scolaire peut affecter la cohésion sociale et la vitalité des communautés ; ces éléments peuvent dissuader de nouveaux résidents de s'établir dans cette région. Il en est de même pour les employeurs à la recherche d'une bonne qualité de vie pour leurs employés. Les entreprises et les entrepreneurs seront aussi à la recherche d'une main-d'œuvre qualifiée et disponible, ce qui n'est pas toujours le cas avec un grand nombre de décrocheurs dans une région.

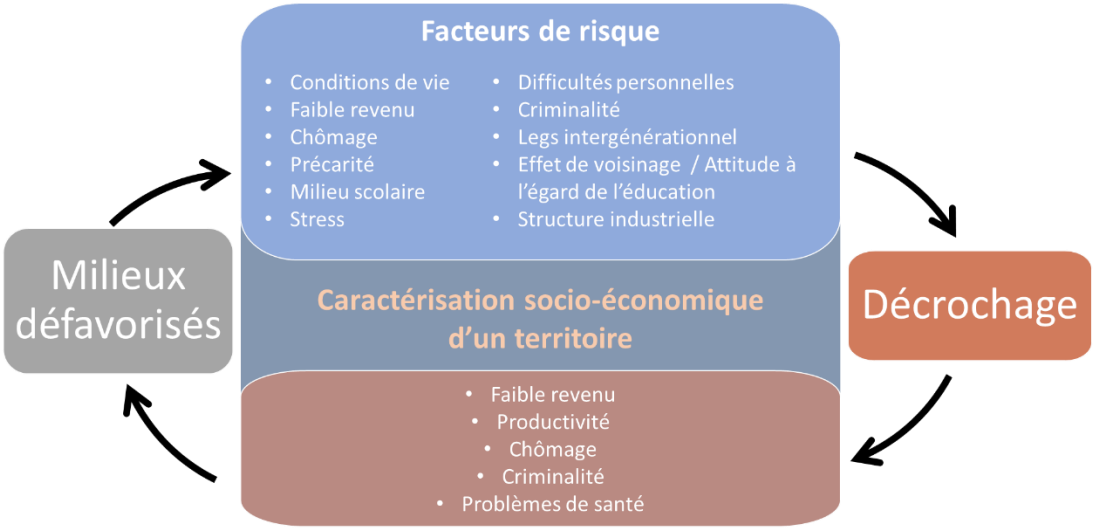
4.5 Mobilisation régionale

La mobilisation des citoyens et des organisations dans la vie sociale d'une région constitue aussi un levier du développement socio-économique de la région. Or, nous avons noté que les décrocheurs tendent à moins s'engager en matière de dons et de bénévolat, ainsi que de participation communautaire, civique et politique. Par conséquent, une plus forte proportion de décrocheurs dans une région peut réduire la capacité mobilisatrice de la région, affectant son potentiel de développement.

4.6 Effet autocumulatif du décrochage

Comme illustré dans la figure 12 ci-dessous, une région peut se retrouver dans un processus autocumulatif (cercle vicieux) du décrochage lorsqu'elle est touchée par une forte proportion de décrocheurs dans sa population (De Witte et autres, 2017).

Figure 12. Effet cumulatif du décrochage au niveau régional



Comme nous l'avons détaillé, le décrochage tend à augmenter les risques de pauvreté, de précarité financière, de chômage, de comportements antisociaux et de problèmes de santé physique et mentale. Par conséquent, une forte concentration de décrocheurs sur un territoire donné altère sa composition socio-économique, pouvant mener à l'émergence de milieux défavorisés ou à leur aggravation.

Or, plusieurs caractéristiques d'un milieu défavorisé sont elles-mêmes des facteurs de risque pouvant amener un individu à décrocher de ses études, notamment les conditions de vie, la non-diplomation des parents et du voisinage, les faibles revenus, l'absence de perspectives d'avancement professionnel, la criminalité, les grossesses prématurées, le chômage, la dépendance aux alcools et aux drogues, etc. (Développement des ressources humaines Canada, 2002 ; Hankivsky, 2008 ; Blaya, 2012 ; Eurofound, 2012 ; Badulescu et autres, 2016 ; di Paola et autres, 2018).

La dynamique locale du marché du travail peut aussi influer sur le décrochage scolaire (Hankivsky, 2008 ; Uppal, 2017 ; di Paola et autres, 2018) selon la disponibilité d'emplois exigeant ou non des qualifications. La structure industrielle d'une région joue un rôle dans cette dynamique, par exemple lorsqu'elle est dominée par des secteurs d'activité où les principaux emplois correspondent à de petits métiers et de faibles salaires, ne nécessitant pas de qualifications avancées. Il s'agit donc d'une structure industrielle n'incitant pas les jeunes à poursuivre des études à un niveau élevé, alimentant ainsi le niveau de décrochage. En même temps, ce faible niveau d'éducation de la région favorise plus

particulièrement le développement des filières industrielles à faible qualification, renforçant encore davantage le risque de décrochage scolaire dans la région.

La motivation à poursuivre ses études doit aussi se comprendre dans un contexte social en fonction des attitudes de la communauté envers l'éducation et de la présence de modèles éducatifs à suivre dans l'entourage des jeunes (Développement des ressources humaines Canada, 2002 ; Blaya, 2012 ; Uppal, 2017 ; di Paola et autres, 2018). Un jeune risque de développer un faible goût pour l'éducation si ses parents, sa famille, ses amis et son voisinage ne valorisent pas l'éducation, ou qu'ils sont eux-mêmes sans diplôme. Il peut aussi percevoir davantage de barrières à la réussite éducative sachant que ses parents auront de la difficulté à le soutenir et à l'aider dans ses études, n'ayant pas eux-mêmes nécessairement les connaissances ni l'expérience en la matière. Il y a donc un phénomène de legs intergénérationnel au décrochage scolaire (Rumberger, 2011).

En résumé, à travers ses impacts économiques, individuels et sociaux, le décrochage scolaire affaiblit le tissu socio-économique d'un territoire, faisant émerger des facteurs de risque supplémentaires qui, eux-mêmes, peuvent mener au décrochage, et ainsi de suite. Autrement dit, un tel territoire peut se retrouver dans un processus autocumulatif par lequel un faible taux de diplomation dans une population alimente lui-même le décrochage subséquent.

Chapitre 5. Portrait socio-économique de Beauharnois-Salaberry

Nous présentons dans cette section un portrait socio-économique de Beauharnois-Salaberry. Sans établir une preuve de causalité formelle entre décrochage scolaire et développement régional, ce portrait nous permet d'illustrer l'argumentaire présenté précédemment à propos des leviers du développement régional.

Pour chaque statistique présentée, la situation de Beauharnois-Salaberry est comparée à l'ensemble du Québec, ainsi qu'aux autres MRC de la Montérégie et du Québec. Nous pourrons ainsi observer la cohérence entre ce portrait socio-économique et la problématique de Beauharnois-Salaberry en matière d'éducation globale de sa population, telle que décrite au chapitre 1.

Plus précisément, le tableau 14 ci-dessous liste les statistiques qui seront analysées dans ce présent chapitre, avec une description de l'impact attendu lorsqu'une région fait face à un niveau élevé de décrochage scolaire, conformément aux éléments théoriques développés dans les chapitres 2 et 4. Par exemple, nous avions noté dans le chapitre 2 le lien entre l'absence de diplôme et le chômage. Par conséquent, on s'attend à ce qu'une région ayant un taux de décrochage scolaire élevé affiche aussi un taux de chômage plus élevé. Autre exemple, le chapitre 4 a décrit les effets du décrochage sur le développement économique ; on s'attend donc à ce qu'une région ayant un niveau de décrochage élevé connaisse une croissance économique plus faible.

Tableau 14. Impact attendu du décrochage scolaire sur la situation économique d'une région, par statistique

Statistique	Impact attendu d'un niveau élevé de décrochage scolaire
Richesse et pauvreté	
Indice de vitalité économique	Plus faible
Revenu d'emploi médian	Plus faible
Revenu disponible par habitant	Plus faible
Taux de faible revenu	Plus élevé
Marché de l'emploi	
Taux de chômage	Plus élevé
Taux d'activité	Plus faible
Croissance	
Croissance du revenu d'emploi médian	Plus faible
Croissance du revenu disponible par habitant	Plus faible
Structure industrielle	
Spécialisation industrielle	Structure industrielle davantage centrée vers des secteurs plus traditionnels, à plus faible valeur ajoutée

5.1 Richesse et pauvreté

Le tableau 15 ci-dessous indique l'indice de vitalité économique des MRC de la Montérégie. Cet indice, calculé par l'Institut de la statistique du Québec, est « une mesure relative qui permet de classer les MRC les unes par rapport aux autres en fonction de leur vitalité économique. La valeur de l'indice de vitalité économique des MRC peut être soit négative, soit positive. Une valeur négative signifie généralement que la MRC accuse un retard en matière de vitalité économique par rapport à la majorité des MRC québécoises et, à l'inverse, une valeur positive indique que la MRC présente un résultat supérieur à la plupart des MRC »[22]. Il est basé sur trois indicateurs, soit le revenu total médian des particuliers, la proportion de personnes occupant un emploi de 25 à 64 ans et le taux d'accroissement annuel moyen de la population sur cinq ans.

Le tableau 15 montre la forte hétérogénéité économique entre les MRC de la région. Alors que Vaudreuil-Soulanges et La Vallée-du-Richelieu sont parmi les MRC les plus dynamiques du Québec, Le Haut-Saint-Laurent, Acton et Pierre-De Saurel se retrouvent en queue de classement au Québec, avec des valeurs négatives de l'indice, indiquant un grand niveau de dévitalisation économique. Beauharnois-Salaberry est dans une situation intermédiaire, avec un indice positif (2,69), mais faible, et un 30e rang au Québec, quoique seulement 9e parmi les 13 MRC de la Montérégie.

Tableau 15. Indice de vitalité économique, par MRC, 2022

	Indice	Rang sur 103 MRC
Vaudreuil-Soulanges	12,23	4
La Vallée-du-Richelieu	12,21	5
Roussillon	11,42	8
Marguerite-D'Youville	9,87	11
Les Jardins-de-Napierville	9,67	12
Rouville	5,52	21
Longueuil	4,82	25
Le Haut-Richelieu	2,72	29
Beauharnois-Salaberry	**2,69**	**30**
Les Maskoutains	1,83	36
Le Haut-Saint-Laurent	-2,10	67
Acton	-2,50	69
Pierre-De Saurel	-3,79	74

Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation des données fiscales des particuliers de Revenu Québec et Estimations démographiques annuelles. Statistique Canada, Estimations démographiques annuelles (régions infraprovinciales, janvier 2022). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec

[22] Institut de la statistique du Québec, classement des MRC selon l'indice de vitalité économique, statistique.quebec.ca/fr/produit/tableau/4424

Le classement est assez similaire pour le revenu d'emploi médian des 25-64 ans (tableau 16), puisque Beauharnois-Salaberry arrive en 10e position en Montérégie, mais au milieu du classement (48e) des 103 MRC du Québec.

Tableau 16. Revenu d'emploi médian des 25-64 ans, par MRC, 2023

	Valeur	Rang sur 103 MRC
La Vallée-du-Richelieu	70 100 $	4
Marguerite-D'Youville	68 700 $	5
Roussillon	64 200 $	10
Vaudreuil-Soulanges	63 000 $	13
Longueuil	59 900 $	21
Rouville	57 500 $	26
Le Haut-Richelieu	57 200 $	27
Les Jardins-de-Napierville	54 200 $	39
Pierre-De Saurel	54 000 $	43
Beauharnois-Salaberry	**53 500 $**	**48**
Les Maskoutains	52 900 $	52
Acton	47 500 $	83
Le Haut-Saint-Laurent	46 400 $	91

Institut de la statistique du Québec (ISQ), exploitation des données fiscales des particuliers de Revenu Québec (RQ).

Similairement, concernant le revenu disponible par habitant (tableau 17), Beauharnois-Salaberry est aussi dans les derniers rangs (11e) parmi les MRC de la Montérégie, et descend au 62e rang au Québec.

Tableau 17. Revenu disponible par habitant, par MRC, 2022

	Valeur	Rang sur 103 MRC
La Vallée-du-Richelieu	42 381 $	5
Longueuil	39 949 $	9
Marguerite-D'Youville	39 436 $	12
Vaudreuil-Soulanges	38 840 $	14
Roussillon	36 850 $	26
Le Haut-Richelieu	36 422 $	27
Les Maskoutains	36 037 $	29
Rouville	36 006 $	30
Les Jardins-de-Napierville	35 767 $	33
Pierre-De Saurel	34 557 $	55
Beauharnois-Salaberry	**34 072 $**	**62**
Acton	32 956 $	80
Le Haut-Saint-Laurent	32 464 $	89

Source : Institut de la statistique du Québec, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de l'Enseignement supérieur, Office de la sécurité économique des chasseurs cris, Retraite Québec, Revenu Québec, Services aux Autochtones Canada, Société de l'assurance automobile du Québec, Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.

Le taux de faible revenu (tableau 18) — c'est-à-dire la part des familles ayant un faible revenu — présente un classement similaire des MRC de la Montérégie. Beauharnois-Salaberry a un taux de faible revenu de 7,5 %, plaçant la MRC au 63e rang au Québec, et au 10e rang en Montérégie.

Tableau 18. Taux de faible revenu, part des familles ayant un faible revenu, par MRC, 2022

	Valeur (%)	Rang sur 103 MRC
Marguerite-D'Youville	3,3 %	2
La Vallée-du-Richelieu	3,8 %	7
Rouville	5,2 %	20
Vaudreuil-Soulanges	5,7 %	29
Le Haut-Richelieu	6,3 %	37
Les Jardins-de-Napierville	6,3 %	38
Les Maskoutains	6,7 %	46
Roussillon	7,0 %	51
Acton	7,3%	58
Beauharnois-Salaberry	**7,5 %**	**63**
Pierre-De Saurel	7,6 %	66
Longueuil	8,4 %	76
Le Haut-Saint-Laurent	16,0 %	102

Statistique Canada, Fichier des familles T1. Adaptation par l'Institut de la statistique du Québec.

Les précédentes données tendent à confirmer la relative faiblesse des revenus moyens et de la richesse dans Beauharnois-Salaberry par rapport à plusieurs autres MRC de la Montérégie, mais aussi du Québec. Le taux de pauvreté y est aussi plus élevé.

5.2 Marché du travail

Le portrait du marché du travail par MRC de la Montérégie est présenté dans le tableau 19. Pour les MRC, les dernières données datent de 2021. Avec un taux de chômage de 6,1 % en 2021, Beauharnois-Salaberry arrive au milieu du classement en Montérégie, et au 39e rang au Québec. En revanche, la situation est plus mauvaise pour son taux d'activité en 2021 (61 %), un pourcentage inférieur à la plupart des MRC de la Montérégie, et le 51e rang au Québec.

Tableau 19. Taux de chômage et taux d'activité par MRC, Beauharnois-Salaberry, 2021

Taux de chômage			Taux d'activité		
	Valeur (%)	Rang (sur 103 MRC)		Valeur (%)	Rang (sur 103 MRC)
Rouville	4,4	7	Marguerite-D'Youville	71,1	4

Marguerite-D'Youville	4,8	11	La Vallée-du-Richelieu	70,6	5
La Vallée-du-Richelieu	4,9	13	Rouville	69,7	7
Les Jardins-de-Napierville	5,1	15	Vaudreuil-Soulanges	69,2	8
Acton	5,5	25	Les Jardins-de-Napierville	68,8	11
Les Maskoutains	5,6	27	Roussillon	68,3	14
Le Haut-Richelieu	5,7	28	Les Maskoutains	65,3	25
Beauharnois-Salaberry	**6,1**	**39**	Le Haut-Richelieu	64,7	30
Roussillon	6,2	42	Longueuil	64,2	33
Vaudreuil-Soulanges	6,3	45	Acton	63,7	37
Pierre-De Saurel	7,1	64	**Beauharnois-Salaberry**	**61**	**51**
Le Haut-Saint-Laurent	7,2	67	Le Haut-Saint-Laurent	59,1	59
Longueuil	7,7	75	Pierre-De Saurel	55,3	79

Source : Statistique Canada. Tableau 98-10-0485-01. Situation d'activité selon l'âge et le genre : Canada, provinces et territoires, divisions de recensement et subdivisions de recensement

5.3 Croissance économique

Nous n'avons pas de donnée sur le PIB par MRC au Québec. Pour évaluer la croissance économique sur dix ans, nous utilisons la croissance du revenu d'emploi médian des 25-64 ans (2013-2023), comme montrée dans le tableau 20 ci-dessous. Beauharnois-Salaberry fait meilleure figure au sein de la Montérégie, avec un 6e rang, mais seulement un 76e rang au Québec. Il faut mentionner que la plupart des MRC de la Montérégie ont connu une relativement plus faible croissance par rapport aux autres MRC québécoises. C'est peut-être l'illustration d'un processus de rattrapage économique par lequel les MRC moins développées économiquement tendent à connaître une croissance plus forte (et inversement).

Tableau 20. Croissance du revenu d'emploi médian des 25-64 ans entre 2013-2023 (10 ans), par MRC

	Croissance (%)	Rang (sur 103 MRC)
Le Haut-Saint-Laurent	55,2 %	35
Les Jardins-de-Napierville	51,7 %	55
Acton	51,7%	58
Rouville	50,2 %	66
Le Haut-Richelieu	48,6 %	72
Beauharnois-Salaberry	**48,0 %**	**76**
Pierre-De Saurel	47,4 %	80
La Vallée-du-Richelieu	47,3 %	81
Les Maskoutains	45,6 %	84
Roussillon	44,4 %	90
Marguerite-D'Youville	44,3 %	91
Longueuil	43,8 %	93
Vaudreuil-Soulanges	43,1 %	95

Institut de la statistique du Québec (ISQ), exploitation des données fiscales des particuliers de Revenu Québec (RQ).

Ce constat est confirmé par l'analyse de la croissance du revenu disponible par habitant (2012-2022), indiquée au tableau 21 ci-dessous. Beauharnois-Salaberry arrive au 9e rang en Montérégie, mais avec un rang similaire à l'échelle québécoise (79e).

Tableau 21. Croissance du revenu disponible par habitant entre 2012-2022 (10 ans), par MRC

	Croissance (%)	Rang (sur 103 MRC)
Acton	46,7%	41
Roussillon	45,9 %	44
Le Haut-Saint-Laurent	45,7 %	46
Le Haut-Richelieu	45,3 %	55
Les Jardins-de-Napierville	45,0 %	60
La Vallée-du-Richelieu	45,0 %	61
Longueuil	44,3 %	66
Les Maskoutains	43,4 %	75
Beauharnois-Salaberry	**43,1 %**	**79**
Vaudreuil-Soulanges	42,3 %	81
Pierre-De Saurel	42,2 %	82
Rouville	42,0 %	84
Marguerite-D'Youville	41,9 %	85

Source : Institut de la statistique du Québec, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de l'Enseignement supérieur, Office de la sécurité économique des chasseurs cris, Retraite Québec, Revenu Québec, Services aux Autochtones Canada, Société de l'assurance automobile du Québec, Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.

5.4 Structure industrielle

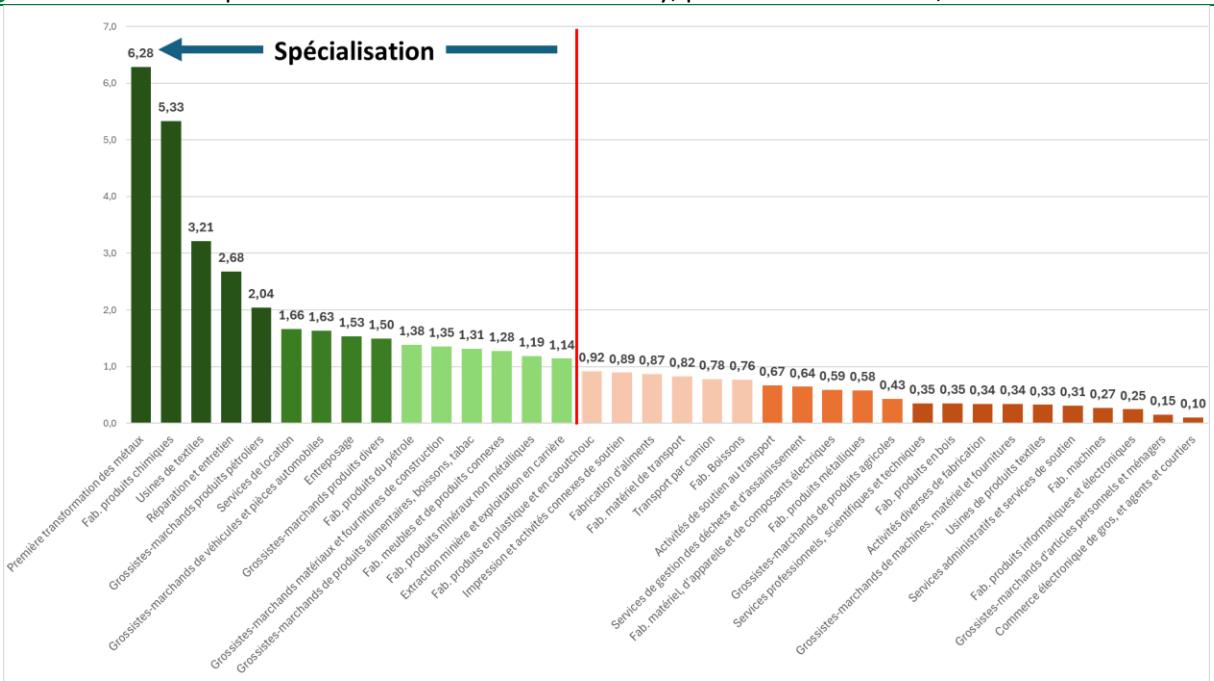
Une forte présence de décrocheurs dans une population régionale peut influer à long terme sur la structure industrielle, et inversement. Un bassin de main-d'œuvre moins qualifié et éduqué, moins porté à innover ou à s'adapter à l'innovation et en moyenne moins productif, correspond davantage à des secteurs d'activité plus traditionnels et moins technologiques, impliquant des tâches plutôt routinières et peu complexes souvent liées à des emplois à faibles salaires. Inversement, ce type de bassin de main-d'œuvre tend à freiner la croissance de secteurs d'activité plus innovants et technologiques, exigeant des qualifications d'emploi plus pointues. On devrait donc observer une adéquation sociologique entre les caractéristiques de la main-d'œuvre disponible et les besoins d'emplois spécifiques des secteurs exerçant leurs activités dans la région.

Dans la figure 18 ci-dessous, nous présentons le niveau de spécialisation de Beauharnois-Salaberry par secteur d'activité. Nous voulons voir si le niveau d'éducation de la population d'une région peut être mis en lien avec sa structure industrielle. Par exemple, on s'attend à ce qu'une région ayant une forte proportion d'individus sans diplôme dans sa population soit caractérisée par une structure industrielle centrée plutôt vers des

secteurs à plus bas salaires, synonymes de plus faibles productivité et niveau technologique.

Pour ce faire, nous avons calculé, pour chaque secteur d'activité, l'indice de spécialisation sectorielle de Beauharnois-Salaberry par rapport à l'ensemble du Québec[23]. Construit sur une base de 1, il indique à quel degré un secteur d'activité a un poids important dans l'économie d'une région par rapport au poids de ce même secteur dans l'ensemble de l'économie du Québec. Nous calculons ce poids économique à partir du nombre d'entreprises et du total des ventes par secteur d'activité, ce qui nous donne deux indices de spécialisation. Nous estimons ensuite la moyenne de ces deux indices de spécialisation pour obtenir un indice moyen global.

Figure 13. Indice de spécialisation à Beauharnois-Salaberry, par secteur d'activité, 2023



Calculs de l'auteur à parti de la banque de données ICRIQ, Investissement-Québec, 2023

Nous utilisons les données de la liste d'entreprises ICRIQ d'Investissement-Québec qui donne des informations par entreprise sur leurs ventes annuelles, leur niveau d'emploi, leur secteur d'activité et leur statut d'exportation, en fonction de la classification des industries SCIAN. Cette banque de données donne aussi la région administrative, la ville

[23] Plus formellement, cet indice est calculé de la façon suivante : $\frac{\left({Ventes_{ij}}/{Vemtes\ totales_j}\right)}{\left({Ventes_{i-Québec}}/{Ventes\ totales_{Québec}}\right)}$, où *i* est l'indicateur de l'industrie et *j* l'indicateur de la région. L'indice compare donc la part des ventes du secteur d'activité *i* dans les ventes totales de la région *j* avec la part de ce secteur d'activité *i* dans les ventes totales au Québec. Si cette part est plus élevée dans la région *j* que dans l'ensemble du Québec, on dira que la région *j* est relativement plus spécialisée dans le secteur *i* en comparaison avec l'ensemble de la structure industrielle du Québec en termes de PIB. Nous faisons de même pour le nombre d'entreprises.

et la MRC par entreprise. Nous pouvons donc regrouper ces variables par ville et par sous-secteur d'activité afin d'analyser les spécialisations sectorielles de Beauharnois-Salaberry.

Un indice de spécialisation plus grand que 1 révèle que la région est relativement plus spécialisée dans ce secteur par rapport à la structure industrielle de l'ensemble du Québec, et inversement pour un indice inférieur à 1. Les données pour Beauharnois-Salaberry par secteur d'activité sont présentées dans la figure 13.

La région est fortement spécialisée dans des secteurs à plus faible valeur ajoutée, qui tendent à recourir à des emplois de moindre qualification. On identifie notamment des secteurs manufacturiers traditionnels (première transformation des métaux, usines de textiles, fabrication de produits du pétrole, fabrication de meuble, fabrication de produits minéraux non métalliques), ainsi que des services à plus faibles salaires (réparation et entretien, grossistes-marchands, entreposage). Les secteurs à plus forte valeur ajoutée — dont les emplois exigent majoritairement des qualifications requérant des diplômes post-secondaires — sont moins présents dans la structure industrielle de Beauharnois-Salaberry, par exemple la fabrication de produits informatiques et électroniques, la fabrication de machines, les services professionnels, scientifiques et techniques et la fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques.

Cette prédominance des secteurs à faible valeur ajoutée explique possiblement pourquoi le revenu moyen des individus ayant un DES-DEP est plus élevé à Beauharnois-Salaberry que dans l'ensemble du Québec, et que les salaires des diplômés collégiaux et universitaires sont légèrement plus faibles en moyenne à Beauharnois-Salaberry que dans l'ensemble du Québec (voir chapitre 3). Ceci confirme que la structure industrielle de la MRC est plus fortement tournée vers des métiers liés à des diplômes de DES-DEP.

La spécialisation dans des secteurs à plus faible valeur ajoutée explique aussi la faiblesse de la MRC sur le plan socio-économique par rapport aux autres MRC de la Montérégie, tel que nous l'avons illustrée dans les précédentes sections.

5.5 Conclusion du portrait socio-économique

Au fil des statistiques présentées précédemment, on observe que Beauharnois-Salaberry se classe souvent autour du 10^{e}-11^{e} rang parmi les MRC de la Montérégie. Le tableau 22 ci-dessous résume le portrait socio-économique des MRC montérégiennes. Dans l'avant-dernière colonne du tableau 22, nous calculons la moyenne du rang de chaque MRC pour les huit statistiques compilées. La dernière colonne donne le classement de chaque MRC relativement à ce rang moyen. Par exemple, le rang moyen de Beauharnois-Salaberry est de 9,3 pour l'ensemble des huit statistiques, ce qui représente la 11^{e} plus forte valeur en Montérégie. Autrement dit, si l'on considère l'ensemble du portrait socio-économique tracé dans les précédentes sections, Beauharnois-Salaberry se classe globalement au 11^{e} rang en Montérégie sur 13 MRC, soit en queue de classement. Si l'on compare Beauharnois-Salaberry aux 103 MRC du Québec, elle arrive globalement au 56^{e} rang, soit

le milieu du classement. C'est donc dire que la MRC fait face à plusieurs faiblesses économiques.

Tableau 22. Résumé de l'analyse socio-économique

	Indice de vitalité économique, 2022		Revenu d'emploi médian des 25-64 ans, 2023		Revenu disponible par habitant, 2022		Taux de faible revenu, 2022		Taux de chômage, 2021		Taux d'activité, 2021		Croissance revenu d'emploi médian, 2013-2023		Croissance revenu disponible par hab., 2012-2022		Rang moyen socio-économique	
MRC	**Valeur**	**Rang**	**Valeur**	**Rang**	**Valeur**	**Rang**	**Valeur**	**Rang**	**Valeur**	**Rang**	**Valeur**	**Rang**	**Valeur**	**Rang**	**Valeur**	**Rang**	**Valeur**	**Rang**
Acton	-2,5	12	47 500 $	12	32 956 $	12	7,3%	9	5,5	5	63,7	10	51,7%	3	46,7%	1	8,0	8
Beauharnois-Salaberry	**2,69**	**9**	**53 500 $**	**10**	**34 072 $**	**11**	**7,5 %**	**10**	**6,1**	**8**	**61**	**11**	**48,0 %**	**6**	**43,1 %**	**9**	**9,3**	**11**
La Vallée-du-Richelieu	12,21	2	70 100 $	1	42 381 $	1	3,8 %	2	4,9	3	70,6	2	47,3 %	8	45,0 %	6	3,1	1
Le Haut-Richelieu	2,72	8	57 200 $	7	36 422 $	6	6,3 %	5	5,7	7	64,7	8	48,6 %	5	45,3 %	4	6,3	7
Le Haut-Saint-Laurent	-2,1	11	46 400 $	13	32 464 $	13	16,0 %	13	7,2	12	59,1	12	55,2 %	1	45,7 %	3	9,8	12
Les Jardins-de-Napierville	9,67	5	54 200 $	8	35 767 $	9	6,3 %	6	5,1	4	68,8	5	51,7 %	2	45,0 %	5	5,5	4
Les Maskoutains	1,83	10	52 900 $	11	36 037 $	7	6,7 %	7	5,6	6	65,3	7	45,6 %	9	43,4 %	8	8,1	9
Longueuil	4,82	7	59 900 $	5	39 949 $	2	8,4 %	12	7,7	13	64,2	9	43,8 %	12	44,3 %	7	8,4	10
Marguerite-D'Youville	9,87	4	68 700 $	2	39 436 $	3	3,3 %	1	4,8	2	71,1	1	44,3 %	11	41,9 %	13	4,6	2
Pierre-De Saurel	-3,79	13	54 000 $	9	34 557 $	10	7,6 %	11	7,1	11	55,3	13	47,4 %	7	42,2 %	11	10,6	13
Roussillon	11,42	3	64 200 $	3	36 850 $	5	7,0 %	8	6,2	9	68,3	6	44,4 %	10	45,9 %	2	5,8	5
Rouville	5,52	6	57 500 $	6	36 006 $	8	5,2 %	3	4,4	1	69,7	3	50,2 %	4	42,0 %	12	5,4	3
Vaudreuil-Soulanges	12,23	1	63 000 $	4	38 840 $	4	5,7 %	4	6,3	10	69,2	4	43,1 %	13	42,3 %	10	6,3	6

Quel est le lien entre ce portrait socio-économique et les faiblesses de Beauharnois-Salaberry en matière d'éducation que nous avions constatées dans le chapitre 1 ? Le tableau 23 reprend les éléments du tableau 14 situé au début de ce chapitre. On y voit que la majorité des hypothèses que nous avions formulées sur les liens entre un fort décrochage scolaire et des problématiques socio-économiques semblent confirmées par notre analyse statistique de Beauharnois-Salaberry.

Tableau 23. Confirmation de l'impact attendu du décrochage scolaire sur la situation économique d'une région, par statistique

Statistique	Impact attendu d'un niveau élevé de décrochage scolaire	Rang en Montérégie	Hypothèse confirmée ?
Richesse et pauvreté			
Indice de vitalité économique	Plus faible	9	Moyen OUI
Revenu d'emploi médian	Plus faible	10	OUI
Revenu disponible par habitant	Plus faible	11	OUI
Taux de faible revenu	Plus élevé	10	OUI
Marché de l'emploi			
Taux de chômage	Plus élevé	8	Moyen OUI
Taux d'activité	Plus faible	11	OUI
Croissance			
Croissance du revenu d'emploi médian	Plus faible	6	NON
Croissance du revenu disponible par ha.	Plus faible	9	Moyen OUI
Structure industrielle			
Spécialisation industrielle	Structure industrielle davantage centrée vers des secteurs plus traditionnels, à plus faible valeur ajoutée	-	OUI

Le tableau 24 résume l'analyse du chapitre 1, avec les quatre variables éducationnelles. Dans les deux dernières colonnes, nous calculons le rang moyen en matière de niveau d'éducation. Globalement, Beauharnois-Salaberry se classe en 10e position pour son niveau d'éducation parmi les 13 MRC de la Montérégie. Par conséquent, le rang de Beauharnois-Salaberry en matière d'éducation (±10e) est relativement représentatif de son rang pour l'ensemble de sa situation socio-économique (±10e). À plus ou moins deux rangs de différence, c'est aussi le cas pour la majorité des autres MRC de la région : le rang en matière d'éducation est très similaire à celui du portrait socio-économique. Il y a donc une corrélation entre éducation et performance économique.

Tableau 24. Résumé des variables en matière d'éducation

	Taux annuel de sorties sans diplôme ni qualification, 2022-2023	% population 25-64 an sans aucun diplôme, 2020	% population 25-64 an certificat ou diplôme collège, cégep ou	Indice de littératie, 2021	Rang moyen éducation

					université, 2020					
MRC	**Valeur**	**Rang**	**Valeur**	**Rang**	**Valeur**	**Rang**	**Valeur**	**Rang**	**Valeur**	**Rang**
Acton	21,9%	12	22,0%	13	25,6%	13	61,7%	13	12,7	13
Beauharnois-Salaberry	**21,4 %**	**11**	**17,5 %**	**10**	**33,8 %**	**10**	**58,3 %**	**10**	**10,3**	**10**
La Vallée-du-Richelieu	10,0 %	2	7,5 %	1	58,6 %	2	49,1 %	2	2	1
Le Haut-Richelieu	14,2 %	6	13,8 %	6	41,6 %	6	55,5 %	6	6	6
Le Haut-Saint-Laurent	24,4 %	13	20,1 %	12	30,4 %	12	58,9 %	11	12	12
Les Jardins-de-Napierville	15,4 %	8	19,3 %	11	31,5 %	11	59,3 %	12	10,3	11
Les Maskoutains	17,0 %	9	17,4 %	9	38,6 %	7	57,2 %	8	8	8
Longueuil	14,6 %	7	9,3 %	3	61,6 %	1	47,9 %	1	3	2
Marguerite-D'Youville	5,4 %	1	9,7 %	5	52,3 %	5	51,4 %	4	3,33	3
Pierre-De Saurel	20,3 %	10	17,1 %	8	36,9 %	9	57,6 %	9	9,33	9
Roussillon	10,6 %	3	9,4 %	4	53,4 %	4	51,6 %	5	4	5
Rouville	13,1 %	5	16,2 %	7	38,0 %	8	57,0 %	7	6,67	7
Vaudreuil-Soulanges	12,6 %	4	9,0 %	2	53,7 %	3	51,0 %	3	3,33	4

On rappelle toutefois que la présente analyse n'est présentée qu'à titre illustratif, dans une démarche purement descriptive, et ne constitue donc pas une démonstration formelle de causalité entre le décrochage scolaire et le développement régional.

Conclusion

Dans ce rapport, nous avons démontré que le décrochage scolaire engendre des conséquences économiques et sociales significatives pour Beauharnois-Salaberry et pour ses MRC. Comme le résume le tableau 25 ci-dessous, ces impacts sont multiples, tant sur le plan individuel — c.-à-d. la qualité de vie des décrocheurs — que sur le plan régional — c.-à-d. les coûts économiques et sociaux, ainsi que la limitation du potentiel de développement.

Nous avons estimé que le décrochage scolaire représente un coût économique substantiel pour la MRC, variant entre 220,5 $M à 252 M$ annuellement, soit l'équivalent de 3 550 $ à 4 057 $ par habitant de 15 ans et plus. On rappelle cependant qu'il s'agit d'estimations très approximatives dans le seul but de présenter une estimation de l'ampleur du coût économique du décrochage.

Dans une perspective d'analyse coût-bénéfice, une interprétation possible de ce coût économique serait de considérer qu'un investissement public supplémentaire à Beauharnois-Salaberry pouvant aller jusqu'à une fourchette de 220,5 à 252 millions de dollars par année, dont l'objectif serait de soutenir la persévérance scolaire, serait possiblement rentable d'un point de vue socio-économique, en considérant l'ensemble des coûts économiques qui pourraient être réduits avec une baisse du décrochage scolaire.

Au-delà de cette estimation purement comptable, nous avons aussi démontré que la présence d'une forte proportion d'individus sans diplôme dans une région pouvait significativement handicaper son potentiel économique et productif. Nous avons expliqué comment le décrochage scolaire avait des effets négatifs sur plusieurs leviers du développement régional, tels que l'innovation et la créativité, la productivité des entreprises, l'entrepreneuriat, l'attractivité régionale et la mobilisation régionale. Ces conséquences économiques sont plus difficiles à mesurer et à percevoir à court terme, et donc à comptabiliser monétairement. Mais, à plus long terme, les effets du décrochage scolaire percolent à travers l'ensemble du système productif d'une région, affaiblissant graduellement la capacité de croissance des entreprises et son développement.

Nous avons illustré ce processus en traçant le portrait socio-économique de Beauharnois-Salaberry, en tentant de montrer la cohérence qui est attendue entre certaines de ses faiblesses économiques et ses enjeux en matière d'éducation. De ce point de vue, la lutte contre le décrochage scolaire devient un véritable axe de développement socio-économique régional.

Tableau 25. Résumé de l'ensemble des conséquences économiques et sociales du décrochage scolaire aux niveaux individuel et régional

Impacts individuels (hausse du risque individuel)	Impacts socio-économiques régionaux
• Revenus plus faibles • Actifs financiers plus faibles • Faible taux d'épargne	**Gouvernement** ➔ Dépenses sociales ➔ Perte de recettes de taxes et d'impôts **Région** ➔ Perte de PIB ➔ Pauvreté territoriale
• Pauvreté, précarité financière et dépendance économique • Faible possibilité d'avancement professionnel	**Gouvernement** ➔ Dépenses sociales **Région** ➔ Affaiblissement cohésion sociale ➔ Problèmes sociaux (santé physique et mentale, dépendance et surconsommation, criminalité, vandalisme, etc.) ➔ Pauvreté territoriale ➔ Perte d'attractivité régionale
• Chômage et absence d'emploi (inactivité)	**Gouvernement** ➔ Coûts d'assurance-emploi ➔ Dépenses sociales **Région** ➔ Affaiblissement cohésion sociale ➔ Pauvreté territoriale
• Faible productivité au travail	**Région** ➔ Perte de productivité régionale ➔ Affaiblissement de la structure industrielle
• Déficit de connaissances générales et spécifiques, de formation, de compétences et de qualifications • Moindres prédispositions cognitives en matière de créativité, d'ouverture, de mode de pensée hors des sentiers battus et de résolution de problèmes • Moindre capacité d'adaptation et de flexibilité cognitive face à l'innovation et aux nouvelles technologies	**Région** ➔ Faible capital humain ➔ Perte de productivité ➔ Limitation du potentiel créatif ➔ Moindre capacité d'innovation ➔ Moindre capacité de transformation et d'adaptation technologique ➔ Moindre entrepreneuriat régional ➔ Croissance économique handicapée ➔ Affaiblissement de la structure industrielle ➔ Faible rendement des investissements en formation continue ➔ Perte d'attractivité régionale
• Faible employabilité • Inactivité/Exclusion du marché du travail	**Région** ➔ Inefficience du marché du travail ➔ Sous-utilisation des capacités productives ➔ Chômage et faible taux d'activité ➔ Pénuries de main-d'œuvre ➔ Fort taux de roulement dans les organisations ➔ Perte de productivité **Gouvernement et employeurs** ➔ Coûts de réinsertion au marché du travail

• Faible satisfaction au travail	**Région** ➔ Perte de productivité
• Problèmes de santé physique et mentale	**Gouvernement** ➔ Coûts supplémentaires système de santé ➔ Dépenses sociales **Région** ➔ Affaiblissement cohésion sociale ➔ Problèmes sociaux (santé physique et mentale, dépendance et surconsommation, criminalité, vandalisme, etc.)
• Comportements antisociaux (délinquance, vandalisme, crime et incarcération)	**Gouvernement** ➔ Dépenses sociales ➔ Dépenses policières et carcérales ➔ Coûts vandalisme **Région** ➔ Perte de bien-être et de qualité de vie pour la communauté ➔ Perte d'attractivité régionale ➔ Coûts de nettoyage et de réparation (vandalisme) ➔ Hausses primes et coûts d'assurance
• Problèmes de consommation et de dépendance	**Gouvernement** ➔ Coûts supplémentaires du système de santé ➔ Dépenses sociales
• Grossesses précoces ou non désirées	**Gouvernement** ➔ Dépenses sociales
• Exclusion sociale • Manque d'estime de soi et de statut social	**Gouvernement** ➔ Dépenses sociales **Région** ➔ Moindre vitalité des communautés ➔ Affaiblissement cohésion sociale ➔ Affaiblissement santé démocratique
• Moindre participation communautaire, civique et politique	**Région** ➔ Moindre vitalité des communautés ➔ Affaiblissement cohésion sociale ➔ Affaiblissement santé démocratique
• Faible consommation des loisirs, arts et culture	**Région** ➔ Perte de PIB ➔ Affaiblissement cohésion sociale

Bibliographie

ACOSTA, R.A., et E.J. MARTIN. 2013. « California urban crisis and fiscal decline: Trends in high school dropout rates and economic implications », Urbana : Urban Affairs & Public Policy XIV, p. 1-33.

AGHION, P., et P. HOWITT. 1998. Endogenous Growth Theory. Cambridge, MA, MIT Press.

ATTANASIO, O.P. 1998. « Cohort analysis of saving behavior by U.S. households », Journal of Human Resources 33:575+.

AUDRETSCH, D.B. 2003. « Innovation and spatial externalities », International Regional Science Review 26 (2), p. 167-174.

BADULESCU, A., et C. CSINTALAN. 2016. « Decreasing School Dropout Rate As A Factor Of Economic Growth And Social Empowerment. Theoretical Insights », The Annals of the University of Oradea. Economic Sciences XXV, p. 457-464.

BARRO, R.J. 1991. « Economic Growth in a Cross Section of Countries », The Quarterly Journal of Economics 106 (2), p. 407-443. doi: 10.2307/2937943

BELFIELD, C.R. 2014. The economic burden of high school dropouts and school suspensions in Florida, The Civil Rights Project/Proyecto Derechos Civiles at UCLA.

BELFIELD, C.R., et H.M. LEVIN. 2007. The Economic Losses of High School Dropouts in California, California Dropout Research Project Report #1.

BENHABIB, J., et M.M. SPIEGEL. 2005. « Chapter 13. Human Capital and Technology Diffusion », in Handbook of Economic Growth, édité par Philippe Aghion et Steven N. Durlauf, Elsevier, p. 935-966.

BERNARD, A.B., et J.B. JENSEN. 1999. Exporting and productivity, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA (É.-U.).

BLAYA, C. 2012. « Le décrochage scolaire dans les pays de l'OCDE », Regards croisés sur l'économie 12 (2), p. 69-80. doi : 10.3917/rce.012.0069

CAMPBELL, C. 2015. « The socioeconomic consequences of dropping out of high school: Evidence from an analysis of siblings », Social Science Research 51, p. 108-118. doi.org/10.1016/j.ssresearch.2014.12.011

CANCELLIERI, G., et autres. 2018. Social Innovation in Arts & Culture. Social Cohesion in Contexts of Culture-led Place Rejuvenation, Social Innovation, Routledge, 1st Edition éd.

CARD, D. 1999. « Chapter 30 – The Causal Effect of Education on Earnings », in Handbook of Labor Economics, édité par Orley C. Ashenfelter et David Card, Elsevier, p. 1801-1863.

CARLSON, L.C. 2013. « Adolescent Literacy, Dropout Factories, and the Economy: The Relationship between Literacy, Graduation Rates, and Economic Development in the United States », Journal of Education and Human Development 2 (1), p. 1-8.

CATTERALL, J. 2011. « The Societal Benefits and Costs of School Dropout Recovery », Education Research International 2011. doi: 10.1155/2011/957303

CHEESEMAN DAY, J., et E.C. NEWBURGER. 2002. « The Big Payoff: Educational Attainment and Synthetic Estimates of Work-Life Earnings », Special Studies, Current Population Reports, Bureau of the Census (DOC), Washington, D.C., Economics and Statistics Administration.

COHEN, M.A. 1998. « The Monetary Value of Saving a High-Risk Youth », Journal of Quantitative Criminology 14 (1):5-33. doi: 10.1023/A:1023092324459

COHEN, M., et A.R. PIQUERO. 2009. « New Evidence on the Monetary Value of Saving a High Risk Youth », Journal of Quantitative Criminology 25 (1), p. 25-49. doi: 10.1007/s 10940-008-9057-3

Conseil de l'Europe. 2017. Cultural participation and inclusive societies – A thematic report based on the Indicator Framework on Culture and Democracy.

CRAFTS, N., et P. WOLTJER. 2021. « Growth Accounting In Economic History: Findings, Lessons And New Directions », Journal of Economic Surveys 35 (3), p. 670-696. doi.org/10.1111/joes.12348

DE WITTE, K., et D. MAZREKAJ. 2017. « Décrochage scolaire », in L'école de la réussite, édité par Hindriks Jean et Kristof De Witte, Itinera Institute.

DESROSIERS, H. 2015. « Chapitre 3. Scolarité et compétences », in Les compétences en littératie, en numératie et en résolution de problèmes dans des environnements technologiques : des clefs pour relever les défis du XXIe siècle, Rapport québécois du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), édité par Hélène Desrosiers, Institut de la statistique du Québec.

DESROSIERS, H., et M. ROBITAILLE. 2003. « Chapitre 3. La scolarité : un élément clé des compétences en littératie », in Développer nos compétences en littératie : un défi porteur d'avenir, Institut de la statistique du Québec.

Développement des ressources humaines Canada. 2002. Le décrochage scolaire : définitions et coûts.

DI PAOLA, V., et S. MOULLET. 2018. « Quel rôle pour le marché du travail local sur le risque de décrochage scolaire ? », Formation emploi 144 (4), p. 95-116. doi : 10.4000/formationemploi.6547

EASTERLY, W., et R. LEVINE. 2001. « It's Not Factor Accumulation: Stylized Facts and Growth Models », The World Bank Economic Review 15 (2), p. 177-219.

Eurofound. 2012. Young people and NEETs in Europe: First findings, European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions (Eurofound).

FORTIN, P. 2016. L'obtention d'un diplôme d'études secondaires rapporte un demi million de dollars au diplômé, édité par ESG-UQAM Département des sciences économiques.

GIRSHINA, A. 2019. « Wealth, Savings, and Returns Over the Life Cycle: The Role of Education », Swedish House of Finance Research Paper (no 19-10).

GROSSMAN, M. 2006. « Chapter 10. Education and Nonmarket Outcomes », in Handbook of the Economics of Education, édité par E. Hanushek et F. Welch, Elsevier, p. 577-633.

HANKIVSKY, O. 2008. Cost Estimates of Dropping Out of High School in Canada, Canadian Council on Learning.

HANUSHEK, E.A., et L. WÖßMANN. 2007. « The role of school improvement in economic development », National Bureau of Economic Research Working Paper Series No. 12832.

HAVEMAN, R.H., et B.L. WOLFE. 1984. « Schooling and Economic Well-Being: The Role of Nonmarket Effects », The Journal of Human Resources 19 (3), p. 377-407. doi: 10.2307/145879

HECKMAN, J.J. 2004. « Lessons from the Technology of Skill Formation », Annals of the New York Academy of Sciences 1038 (1), p. 179-200. doi.org/10.1196/annals.1315.026

HEISZ, A., G. NOTTEN, et J. SITU. 2015. « The Role of Skills in Understanding Low Income in Canada », in Measurement of Poverty, Deprivation, and Economic Mobility, Emerald Group Publishing Limited, p. 153-184.

JEANNOTTE, S. 2000. « Tango Romantica or liaisons dangereuses ? Cultural policies and social cohesion: Perspectives from Canadian research », International Journal of Cultural Policy 7 (1), p. 97-113.

LANGLOIS, P. 2018. La littératie comme source de croissance économique, Fondation pour l'alphabétisation et Fonds de solidarité FTQ.

LANGLOIS, P. 2021. La littératie au Québec : un regard local sur les enjeux. Estimation d'un indice de littératie par MRC, Fondation pour l'alphabétisation.

LANGLOIS, P. 2023. Incidence de la structure scolaire et collégiale sur la littératie des régions, Fondation pour l'alphabétisation.

LEVIN, H., et autres. 2007. The Costs and Benefits of an Excellent Education for America's Children, Teachers College, Columbia University.

LUCAS, R.E. 1988. « On the mechanics of economic development », Journal of Monetary Economics 22 (1), p. 3-42. dx.doi.org/10.1016/0304-3932(88)90168-7

MAK, H.W., et D. FANCOURT. 2019. « Arts engagement and self-esteem in children: results from a propensity score matching analysis », Annals of the New York Academy of Sciences 1449 (1), p. 36-45. doi.org/10.1111/nyas.14056

MANKIW, N.G., D. ROMER, et D.N. WEIL. 1992. « A Contribution to the Empirics of Economic Growth », The Quarterly Journal of Economics 107 (2), p. 407-437. doi: 10.2307/2 118 477

MCCAUL, E.J., et autres. 1992. « Consequences of Dropping Out of School: Findings From High School and Beyond », The Journal of Educational Research 85 (4), p. 198-207. doi: 10.1080/00220671.1992.9941117

MÉNARD, J. 2009. Savoir pour pouvoir : Entreprendre un chantier national pour la persévérance scolaire, Groupe d'action sur la persévérance et la réussite scolaires au Québec.

MUENNIG, P.A. 2007. « Consequences in Health Status and Costs », in The Price We Pay: Economic and Social Consequences of Inadequate Education, édité par Clive Belfield et Henry M. Levin, Brookings Institution Press.

NELSON, R.R., et E.S. PHELPS. 1966. « Investment in Humans, Technological Diffusion, and Economic Growth », The American Economic Review 56 (1/2), p. 69-75.

OCDE, et Statistique Canada. 1995. Littératie, économie et société : résultats de la première Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes, Paris et Ottawa.

OECD. 2005. Oslo Manual.

OREOPOULOS, P., et K.G. SALVANES. 2011. « Priceless: The Nonpecuniary Benefits of Schooling », Journal of Economic Perspectives 25 (1), p. 159-184. doi: 10.1257/jep.25.1.159.

ROMER, P.M. 1990. « Endogenous Technological Change », Journal of Political Economy 98 (5), p. S71-S102.

RUMBERGER, R.W. 2011. Dropping out: Why students drop out of high school and what can be done about it, Cambridge, MA (É.-U.), Harvard University Press. doi:10.4159/harvard.9780674063167

SPENCE, M. 1973. « Job Market Signaling », The Quarterly Journal of Economics 87 (3):355-374. doi: 10.2307/1882010

STUIT, D.A., et J.A. SPRINGER. 2010. California's High School Dropouts: Examining the Fiscal Consequences, Foundation for Educational Choice.

SUM, A., I. KHATIWADA, et J. MCLAUGHLIN. 2009. The consequences of dropping out of high school, Center for Labor Market Studies Publications.

THROSBY, D. 2001. Economics and Culture. Cambridge (R.-U.), Cambridge University Press Book.

UPPAL, S. 2017. « Young men and women without a high school diploma », in Statistique Canada.

Annexe

Tableau A1. Revenu d'emploi moyen, par tranche d'âge et selon le plus haut certificat, diplôme ou grade au Québec, données de 2020 actualisées en valeur de 20 24[1]

	15—24 ans	25—34 ans	35—44 ans	45—54 ans	55—64 ans
Aucun certificat, diplôme ou grade	11 705 $	34 936 $	41 327 $	43 599 $	39 149 $
DES ou attestation équivalente	15 527 $	40 285 $	52 688 $	57 185 $	47 481 $
Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers	32 380 $	49 090 $	56 617 $	57 422 $	48 475 $
Certificat ou diplôme d'un collège, d'un cégep ou d'un autre établissement d'enseignement non universitaire	19 646 $	47 718 $	65 269 $	71 541 $	59 742 $
Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat	20 143 $	47 292 $	67 695 $	78 228 $	64 026 $
Certificat, diplôme ou grade universitaire au niveau du baccalauréat ou supérieur	24 380 $	59 978 $	89 707 $	113 140 $	101 897 $

[1] Actualisation des données sur la base du déflateur du PIB, obtenu de Statistique Canada.
Source : Statistique Canada. Tableau 98-10-0400-01 *Situation d'activité, selon le plus haut niveau de scolarité* : Canada, provinces et territoires, divisions de recensement et subdivisions de recensement

Tableau A2. Répartition de la population de 15 ans et plus, par tranche d'âge et selon le plus haut certificat, diplôme ou grade obtenu au Québec, 2021

	15—24 ans	25—34 ans	35-44 ans	45—54 ans	55—64 ans
Aucun certificat, diplôme ou grade	33,3 %	9,8 %	8,8 %	11,5 %	16,7 %

Diplôme d'études secondaires ou attestation d'équivalence	32,5 %	13,9 %	13,2 %	16,1 %	23,8 %
Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers	7,3 %	19,4 %	19,9 %	18,5 %	17,7 %
Certificat ou diplôme d'un collège, d'un cégep ou d'un autre établissement non universitaire	18,3 %	18,2 %	19,2 %	20,2 %	18,1 %
Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat	1,2 %	3,2 %	4,2 %	4,4 %	4,0 %
Baccalauréat ou grade supérieur	7,3 %	35,6 %	34,6 %	29,3 %	19,6 %

Source : Statistique Canada. Tableau 98-10-0400-01 *Situation d'activité, selon le plus haut niveau de scolarité* : Canada, provinces et territoires, divisions de recensement et subdivisions de recensement

Tableau A3. Calcul de l'écart de revenu d'emploi moyen au Québec, 2024

Revenu d'emploi moyen annuel	15—24 ans	25—34 ans	35—44 ans	45—54 ans	55—64 ans	Total 15-64 ans (moyenne pondérée [1])
1 Aucun certificat, diplôme ou grade	11 705 $	34 936 $	41 327 $	43 599 $	39 149 $	35 499 $
2 Moyenne pondérée des DES-DEP[2]	18 946 $	45 608 $	55 119 $	57 315 $	47 924 $	46 592 $
3 Moyenne pondérée des diplômés [3]	19 768 $	51 804 $	71 143 $	80 547 $	64 499 $	59 813 $
Écarts						
4 Différence de revenu — À	7 241 $	10 672 $	13 792 $	13 716 $	8 774 $	11 093 $
5 Différence de revenu — B	8 063 $	16 868 $	29 816 $	36 948 $	25 350 $	24 314 $

[1] Pondérée selon la proportion de la population dans chaque tranche d'âge.
[2] Pondérée selon la répartition de la population par diplôme dans le total de la population ayant un DES ou un certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers.
[3] Pondérée selon la répartition de la population par niveau d'études dans le total de la population ayant un certificat, diplôme ou grade.
Source : calculs de l'auteur.